

**Convention-cadre sur les
changements climatiques**

Distr. générale
11 septembre 2017
Français
Original : anglais

Organe subsidiaire de mise en œuvre**Quarante-septième session****Bonn, 6-15 novembre 2017**

Point 21 a) de l'ordre du jour provisoire

Questions administratives, financières et institutionnelles**Exécution du budget de l'exercice biennal 2016-2017****Exécution du budget de l'exercice biennal 2016-2017
au 30 juin 2017****Note de la Secrétaire exécutive***Résumé*

Le présent document rend compte de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2016-2017. Il a pour objet d'informer les Parties de l'état des recettes et des dépenses ainsi que des résultats obtenus au 30 juin 2017. Au cours de la période considérée, les points forts de l'exécution du programme ont inclus : l'organisation, parallèlement aux sessions de la Conférence des Parties et de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto, de la première partie de la première session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, à la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord en novembre 2016 ; la fourniture de conseils stratégiques et d'une assistance technique et logistique pour les négociations et les 129 réunions et/ou ateliers des organes constitués, des experts techniques et des groupes régionaux ; la coordination du processus d'évaluation et d'examen au niveau international pour les Parties visées à l'annexe I de la Convention ; et l'appui apporté aux travaux de tous les organes constitués. Au 30 juin 2017, le secrétariat avait reçu 42,6 millions d'euros, soit 80,1 % du montant indicatif total des contributions au budget de base attendues pour l'exercice biennal 2016-2017. Le montant élevé des contributions au budget de base non acquittées pour les exercices en cours et précédents met en péril la mise en œuvre effective du programme de travail au titre de la Convention. Les contributions volontaires reçues se chiffraient à 3,2 millions de dollars des États-Unis pour le Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention et à 21,6 millions de dollars É.-U. pour le Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires. En outre, 72,6 % du budget de base avait été dépensé et 22,1 millions de dollars É.-U. avaient été alloués à plusieurs projets au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires. Le présent rapport contient également des informations sur la situation du Fonds d'affectation spéciale du Mécanisme pour un développement propre, du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions et du Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand ainsi que sur les dépenses d'appui aux programmes. Enfin, il fournit des renseignements sur les ressources humaines et contient un rapport détaillé sur l'exécution des programmes.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	3
A. Mandat	1	3
B. Objet de la note	2	3
C. Mesures que pourrait prendre l’Organe subsidiaire de mise en œuvre	3	3
II. Résumé analytique	4–15	3
A. Points forts de l’exécution du programme	4–10	3
B. État financier récapitulatif	11–13	4
C. Questions relatives à la gestion.....	14–15	4
III. Rapport sur les recettes et les dépenses	16–40	5
A. Fonds d’affectation spéciale pour le budget de base de la convention	18–23	5
B. Fonds d’affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la convention	24–26	7
C. Fonds d’affectation spéciale pour les activités complémentaires	27–30	8
D. Fonds d’affectation spéciale du Mécanisme pour un développement propre.....	31–32	9
E. Fonds d’affectation spéciale pour le relevé international des transactions	33–34	10
F. Fonds d’affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn)	35–36	11
G. Dépenses d’appui aux programmes	37–40	11
IV. Exécution des programmes	41–96	12
A. Direction exécutive et administration	43–48	12
B. Atténuation, données et analyses	49–50	13
C. Financement, technologie et renforcement des capacités	51–52	15
D. Adaptation	53–55	16
E. Mécanismes pour un développement durable	56–61	17
F. Programme Affaires juridiques.....	62–67	19
G. Programme Services des affaires de la Conférence	68–74	20
H. Programme Communication et information	75–82	21
I. Programme Technologies de l’information et de la communication	83–88	22
J. Programme Services administratifs	89–96	23
V. Renseignements complémentaires	97	24
Annexes		
I. Human resources : staff.....		25
II. Projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities in the biennium 2016-2017		28
III. Programme performance data for the period from 1 January 2016 to 30 June 2017.....		32

I. Introduction

A. Mandat

1. Dans les décisions 22/CP.21 et 12/CMP.11, la Conférence des Parties (COP) et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) ont approuvé le budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017. La COP a prié la Secrétaire exécutive de lui faire rapport sur les recettes et l'exécution du budget et de proposer tout ajustement qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au budget-programme.

B. Objet de la note

2. Le présent document fait le point des recettes et de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au 30 juin 2017. Il convient de le lire en parallèle avec le document FCCC/SBI/2015/3/Add.1, où figure le programme de travail biennal du secrétariat pour 2016-2017, et le document FCCC/SBI/2017/INF.14 sur l'état des contributions au 15 octobre 2017, qui sera publié sous peu. Le présent document contient également des renseignements sur les ressources humaines et l'exécution des programmes.

C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

3. L'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) pourrait prendre note des renseignements présentés et arrêter les mesures à prévoir dans les projets de décision sur les questions administratives et financières qui seront soumis pour adoption à la COP à sa vingt-troisième session et à la CMP à sa treizième session.

II. Résumé analytique

A. Points forts de l'exécution du programme

4. En décembre 2015, la COP a conclu un accord ambitieux à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Paris. Avec l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris le 4 novembre 2016, le secrétariat a fait en sorte que la première partie de la première session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA) ait lieu en novembre 2016, parallèlement aux sessions de la COP, de la CMP, du SBI, de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) et du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris. Au cours de la période considérée, le secrétariat a appuyé les efforts déployés par les Parties pour accélérer les travaux menés par le Groupe de travail spécial afin de faire en sorte que le programme de travail établi en vertu de l'Accord de Paris soit terminé dès que possible, et continué d'appuyer la mise en œuvre de la Convention et du Protocole de Kyoto.

5. Par ailleurs, le secrétariat a fourni des conseils stratégiques ainsi qu'une assistance technique et logistique pour les négociations et les 129 réunions et/ou ateliers des organes constitués, des experts techniques et des groupes régionaux. Au cours de la même période, il a organisé neuf sessions des organes subsidiaires. En outre, il a élaboré et publié un total de 682 documents officiels et 212 documents informels.

6. Le secrétariat a coordonné les procédures de mesure, de notification et de vérification, notamment : le processus d'évaluation et d'examen au niveau international pour les Parties visées à l'annexe I de la Convention, y compris l'examen technique de 43 rapports biennaux et l'évaluation multilatérale connexe ; le processus de consultation et d'analyse internationales pour les Parties non visées à l'annexe I de la Convention, y compris l'analyse technique de 22 rapports biennaux actualisés et l'échange de vues axé sur la facilitation pour 30 Parties ; les examens des inventaires des émissions de gaz à effet

de serre (GES) que les Parties visées à l'annexe I ont soumis en 2015 (37 Parties) et en 2016 (43 Parties) ; et les rapports destinés à faciliter le calcul de la quantité attribuée pour la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto (36 Parties).

7. Un appui a été fourni pour la mise en œuvre du Cadre de l'adaptation de Cancún, les travaux du Comité de l'adaptation, les travaux sur les démarches visant à remédier aux pertes et aux préjudices liés aux incidences des changements climatiques dans les pays en développement, les travaux du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et aux préjudices liés aux incidences des changements climatiques, et l'élaboration et l'exécution des plans nationaux d'adaptation.

8. Le secrétariat a organisé la première réunion du Comité de Paris sur le renforcement des capacités qui s'est tenue en mai 2017, y compris l'échange technique consacré aux activités de renforcement des capacités pour la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national dans le contexte de l'Accord de Paris.

9. Le secrétariat a continué de renforcer sa collaboration avec le Cabinet du Secrétaire général et les principaux acteurs du système des Nations Unies ainsi qu'avec un large éventail de parties prenantes, afin de veiller à l'harmonisation globale de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Au cours de la période considérée, plus de 50 partenariats ont été conclus avec des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes qui contribuent à la mise en œuvre de la Convention et des textes qui en sont issus.

10. Au cours de la période considérée, le secrétariat a présenté un projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019 pour examen par le SBI à sa quarante-sixième session et pour accord des Parties. Le projet de budget prévoit une hiérarchisation des activités, une organisation efficace du travail et une affectation des fonds visant à tirer le meilleur parti des ressources limitées.

B. État financier récapitulatif

11. Au 30 juin 2017, 42,6 millions d'euros, soit 80,1 % du montant indicatif total des contributions au budget de base attendues pour l'exercice biennal 2016-2017, avaient été reçus. Le montant élevé des contributions au budget de base non acquittées pour les exercices en cours et précédents met en péril la mise en œuvre effective du programme de travail de la Convention.

12. Les contributions volontaires reçues se chiffraient à 3,2 millions de dollars É.-U. des États-Unis au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention et à 21,6 millions de dollars É.-U. au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires. Au 30 juin 2017, le montant des contributions annoncées et des contributions non versées atteignait 3,9 millions de dollars É.-U.

13. Au 30 juin 2017, 35,1 millions d'euros, soit 72,6 % des crédits ouverts pour 2016-2017, avaient été dépensés. Au total, 22,1 millions de dollars É.-U. avaient été affectés à différents projets au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, et 3,74 millions de dollars É.-U. avaient été dépensés au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention afin de permettre aux représentants des Parties remplissant les conditions requises de prendre part aux sessions.

C. Questions relatives à la gestion

14. Le secrétariat prend toutes les mesures en son pouvoir pour accroître le taux de recouvrement des arriérés de contributions selon le barème indicatif. Le risque financier que pose le non-paiement de ces contributions reste un motif de vive préoccupation pour le secrétariat compte tenu de son incidence potentiellement négative sur la viabilité du secrétariat et sa capacité d'exécuter le programme de travail au titre de la Convention.

15. Les dépenses d'appui aux programmes ont excédé les recettes de 5,8 millions de dollars É.-U., et le déficit a été couvert par des économies réalisées lors des exercices biennaux précédents. Le secrétariat a entrepris d'examiner le programme Services administratifs afin de ramener les dépenses au niveau des ressources disponibles. L'examen vise à rationaliser les procédures et à réaliser des gains d'efficacité sans compromettre l'exécution des programmes.

III. Rapport sur les recettes et les dépenses¹

16. Les montants des recettes et des dépenses qui figurent dans le présent document ont été établis à titre provisoire, à partir des données disponibles dans le système comptable au moment de son élaboration.

17. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours exactement à la somme de leurs composantes mentionnées dans le document.

A. Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention

18. Dans les décisions mentionnées au paragraphe 1 ci-dessus, la COP et la CMP ont approuvé un budget total de 54,6 millions d'euros pour l'exercice biennal 2016-2017 (voir le tableau 1).

Tableau 1

Budget-programme de base approuvé et recettes pour l'exercice biennal 2016-2017

	2016 (EUR)	2017 (EUR)	Total (EUR)
Dépenses afférentes aux programmes	24 200 679	24 197 867	48 398 546
Dépenses d'appui aux programmes	3 146 088	3 145 723	6 291 811
Ajustement de la réserve de trésorerie	(41 609)	(264)	(41 873)
Total du budget-programme de base approuvé	27 305 158	27 343 326	54 648 484
Contributions selon le barème indicatif	26 538 220	26 576 388	53 114 608
Contributions du gouvernement du pays hôte	766 938	766 938	1 533 876
Total des recettes	27 305 158	27 343 326	54 648 484

19. Le tableau 2 fait apparaître les recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention pour 2016-2017 et les dépenses engagées au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal. Les recettes s'élèvent à 44,1 millions d'euros et se répartissent comme suit : 41,1 millions d'euros de contributions versées selon le barème indicatif par les Parties en 2016-2017, 1,5 million d'euros de contributions versées lors des exercices précédents pour l'exercice en cours, 1,5 million d'euros de contributions volontaires du gouvernement du pays hôte et 41 006 euros de recettes accessoires.

20. Au 30 juin 2017, sur les 197 Parties à la Convention et sur les 192 Parties au Protocole de Kyoto, 132 n'avaient pas encore versé leur contribution pour 2017, correspondant à un montant total de 7,5 millions d'euros (27,3 % du budget approuvé pour 2017).

¹ Pour le Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention, le Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions et le Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand, les montants sont exprimés en euros. Pour le Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention, le Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, le Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre et le compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes, les montants sont exprimés en dollars.

Tableau 2
État du budget de base au 30 juin 2017

	<i>2016–2017 (EUR)</i>
Contributions reçues pour 2016–2017 – Convention ^{a, b}	30 902 534
Contributions reçues pour 2016–2017 – Protocole de Kyoto ^{a, b}	11 652 085
Contributions volontaires du gouvernement du pays hôte	1 533 876
Recettes accessoires ^b	41 006
Total des recettes	44 129 501
<i>Dépenses</i>	
Dépenses	35 140 625
Dépenses d'appui aux programmes	3 121 029
Total des dépenses	38 261 654
Solde	5 867 847

^a Y compris les contributions reçues lors des précédents exercices biennaux pour 2016-2017.

^b Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,879 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2017.

21. Le tableau 3 fait apparaître le budget de base approuvé pour 2016-2017 par programme ainsi que les dépenses effectuées par chacun pendant les dix-huit premiers mois de l'exercice biennal. Au 30 juin 2017, ces dépenses se chiffraient à 35,1 millions d'euros, soit 72,6 % du budget de base approuvé pour 2016-2017.

Tableau 3
Budget de base approuvé pour 2016-2017 et dépenses par programme au 30 juin 2017

	<i>Budget (EUR)</i>	<i>Dépenses (EUR)</i>
<i>A. Programme</i>		
Direction exécutive et gestion	4 461 724	3 438 386
Atténuation, données et analyses	15 223 376	11 010 295
Financement, technologie et renforcement des capacités	5 464 887	3 619 942
Adaptation	4 671 964	3 566 438
Mécanismes pour un développement durable	776 240	583 160
Affaires juridiques	2 608 910	1 563 943
Services des affaires de la Conférence	3 324 279	2 486 406
Communications et information	3 069 899	2 477 628
Technologies de l'information et de la communication ^a	5 565 551	4 009 674
<i>B. Dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat^b</i>		
	3 231 716	2 384 754
Total^c	48 398 546	35 140 626

^a Le programme « Technologies de l'information et de la communication » s'intitulait « Services des technologies de l'information » jusqu'à sa restructuration le 1^{er} avril 2016.

^b Les dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat relèvent du programme « Services administratifs ».

^c N'inclut pas les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

22. Le tableau 4 présente le budget de base approuvé pour 2016-2017 et les dépenses au 30 juin 2017 par objet de dépense. Les « dépenses de personnel » comprennent les traitements et les dépenses communes de personnel, les traitements du personnel engagé pour une période de courte durée et du personnel temporaire ainsi que le coût des heures supplémentaires. Les concours extérieurs (particuliers et institutions) sont groupés sous la rubrique « consultants ». Les « frais de voyage » comprennent les frais de voyage du personnel, des experts et des représentants de gouvernements envoyés en mission. Les « frais généraux de fonctionnement » comprennent les paiements de biens et de services aux fournisseurs et d'autres dépenses courantes (services de télécommunications, etc.).

Tableau 4

Budget de base approuvé pour 2016-2017 et dépenses par objet de dépense au 30 juin 2017

<i>Objet de dépense</i>	<i>Dépenses (EUR)</i>
Dépenses de personnel	27 809 667
Consultants	441 144
Frais de voyage	1 710 971
Formation	272 724
Frais généraux de fonctionnement	3 292 557
Fournitures et accessoires/matériel	380 858
Contributions aux services communs	787 251
Subventions et contributions	445 454
Total^a	35 140 626

^a N'inclut pas les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

23. Au 30 juin 2017, les dépenses se chiffraient à 35,1 millions d'euros. Les dépenses de personnel devraient augmenter au cours des six derniers mois de l'exercice du fait du règlement des indemnités pour frais d'études pour l'année scolaire et universitaire 2016-2017.

B. Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention

24. Le Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention soutient financièrement, à l'aide de contributions volontaires, la participation de représentants des pays en développement parties et des pays parties en transition sur le plan économique qui remplissent les conditions requises aux sessions de la COP, de la CMP, de la CMA et de leurs organes subsidiaires.

25. Le tableau 5 fait apparaître les recettes et les dépenses au titre du Fonds au 30 juin 2017. Les contributions volontaires reçues par le secrétariat au cours de la période considérée se sont établies à 3,2 millions de dollars É.-U. Compte tenu des contributions reçues à ce jour, ainsi que du solde reporté de l'exercice 2014-2015, des intérêts et des recettes accessoires, les recettes atteignent au total 6,5 millions de dollars É.-U.

26. Les dépenses engagées au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2016-2017 se sont chiffrées à 3,7 millions de dollars É.-U., ce qui laisse un solde positif de 2,8 millions de dollars É.-U., la réserve opérationnelle de 0,5 million de dollars É.-U. n'étant pas comprise. Ce solde, auquel pourraient s'ajouter d'autres contributions volontaires éventuelles, servira à financer la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra en novembre 2017 à Bonn. Les contributions volontaires reçues durant l'exercice biennal 2014-2015 se chiffraient à 5,3 millions de dollars É.-U. au 30 juin 2015, contre 3,2 millions de dollars É.-U. reçus en 2016-2017 au 30 juin 2017. Des contributions supplémentaires seront nécessaires pour financer la participation de représentants des Parties

remplissant les conditions requises en 2017. Les Parties pouvant prétendre à un financement qui sont en mesure de le faire peuvent choisir de ne pas solliciter un soutien financier, ce qui permettrait d'allouer les fonds disponibles aux Parties en ayant le plus besoin.

Tableau 5

Situation du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention au 30 juin 2017

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2014–2015	2 293 253
Contributions volontaires reçues en 2016–2017	3 202 316
Intérêts	56 102
Recettes accessoires et transferts ^a	972 618
Total des recettes	6 524 289
<i>Dépenses</i>	
Dépenses	3 331 736
Dépenses d'appui aux programmes	411 960
Total des dépenses	3 743 696
Total	2 780 593
À déduire : réserve de trésorerie	520 886
Solde	2 259 707

^a Y compris les gains de change et les transferts du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires à la demande des Parties donatrices.

C. Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires

27. De nombreuses activités de base continuent d'être financées par les contributions volontaires des Parties au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, ce qui permet au secrétariat d'exécuter plus efficacement le programme de travail de l'exercice biennal en cours.

28. Le tableau 6 fait apparaître les recettes et les dépenses du Fonds au 30 juin 2017.

29. Des contributions volontaires d'un montant de 21,6 millions de dollars É.-U. ont été reçues au cours de la période considérée. Parmi les autres sources de recettes, il convient de mentionner le solde reporté de l'exercice biennal 2014-2015, les intérêts créditeurs et les recettes accessoires, soit 43,5 millions de dollars É.-U. au total au 30 juin 2017.

30. Les dépenses engagées se chiffraient à 22,1 millions de dollars É.-U. au 30 juin 2017. Le solde de 20,4 millions de dollars É.-U. ainsi que toutes les autres contributions volontaires éventuellement reçues serviront à s'acquitter des obligations financières et des coûts à venir des projets et activités en cours, comme l'indique le tableau 16. Ces projets sont réalisés dans différents domaines de travail au titre de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris, notamment l'adaptation, le financement de l'action climatique, l'établissement de rapports, l'appui aux négociations et la technologie. Les Parties donatrices doivent encore donner leurs instructions quant à l'emploi de 600 000 dollars É.-U. versés au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires.

Tableau 6
**Situation du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires
 au 30 juin 2017**
 (En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2014-2015	26 624 104
Contributions volontaires reçues en 2016-2017	21 600 375
Droits et redevances au titre de l'application conjointe	-
Intérêts	281 408
Recettes accessoires et transferts ^a	(5 009 336)
Total des recettes	43 496 551
<i>Dépenses</i>	
Dépenses	19 756 103
Dépenses d'appui aux programmes	2 393 613
Total des dépenses	22 149 716
Total	21 346 835
À déduire : réserve de trésorerie	921 907
Solde	20 424 928

^a Y compris les gains de change et les transferts à d'autres fonds d'affectation spéciale de la Convention. Une part importante du montant comprend les transferts, effectués à la demande des Parties, du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires vers d'autres fonds, à savoir 4,2 millions de dollars É.-U. pour le Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base et 972 000 dollars É.-U. pour le Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention.

D. Fonds d'affectation spéciale du Mécanisme pour un développement propre

31. Le tableau 7 fait apparaître les recettes et les dépenses du Fonds d'affectation spéciale du Mécanisme pour un développement propre au 30 juin 2017. Les recettes pour l'exercice biennal 2016-2017, d'un montant total de 165,1 millions de dollars É.-U., comprennent 148,5 millions de dollars É.-U. reportés de l'exercice biennal précédent et 14,9 millions de dollars É.-U. de droits et redevances perçus au titre du mécanisme au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice.

32. Au 30 juin 2017, les dépenses engagées atteignaient 26,8 millions de dollars É.-U., ce qui laissait un solde inutilisé de 138,3 millions de dollars É.-U., ou 93,3 millions de dollars É.-U. après comptabilisation de la réserve de trésorerie de 45 millions de dollars É.-U.

Tableau 7
**Situation du Fonds d'affectation spéciale du Mécanisme pour un développement
 propre au 30 juin 2017**
 (En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2014-2015	148 526 586
Droits et redevances perçus au titre du Mécanisme pour un développement propre	14 937 024
Intérêts	1 651 338
Remboursement des droits et redevances	(10 960)
Total des recettes	165 103 988

<i>Dépenses</i>	
Dépenses	23 685 994
Dépenses d'appui aux programmes	3 075 636
Total des dépenses	26 761 630
Total	138 342 358
À déduire : Réserve de trésorerie	45 000 000
Solde	93 342 358

E. Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions

33. Les recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2017 sont présentées au tableau 8. Elles se chiffraient à 5,1 millions d'euros pour 2016-2017 et provenaient des droits d'utilisation et des recettes accessoires perçus pour cette période. La réserve de trésorerie s'établissait à 222 316 euros.

Tableau 8

Recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2017

(En euros)

<i>Recettes</i>	
Droits d'utilisation du relevé international des transactions pour 2016-2017	4 989 685
Recettes accessoires ^a	75 991
Total des recettes	5 065 676

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,879 euros) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2017.

34. Le tableau 9 fait apparaître le budget approuvé pour 2016-2017 par objet de dépense ainsi que les dépenses engagées au 30 juin 2017. Pour des renseignements plus détaillés sur l'exécution du budget du relevé international des transactions (RIT), se reporter au rapport annuel² de l'administrateur du RIT établi en application du Protocole de Kyoto.

Tableau 9

Budget approuvé pour 2017 et dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions, par objet de dépense au 30 juin 2017

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget (EUR)</i>	<i>Dépenses (EUR)</i>
Dépenses de personnel	1 567 420	1 106 580
Services contractuels et consultants	2 822 296	1 517 120
Groupes d'experts	20 000	3 663
Frais de voyage du personnel	40 000	19 384
Frais généraux de fonctionnement et contributions aux services communs	291 000	182 079
Total^a	4 740 716	2 828 826

^a N'inclut pas les dépenses d'appui aux programmes ni l'ajustement de la réserve de trésorerie.

² FCCC/SBI/2017/INF.11.

F. Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn)

35. En offrant d'accueillir le secrétariat de la Convention à Bonn, le Gouvernement allemand s'est engagé à verser au secrétariat une contribution annuelle spéciale de 1,8 million d'euros. Au 30 juin 2017, la contribution pour 2016-2017 avait été intégralement versée et une contribution volontaire supplémentaire de 50 000 euros avait été reçue en 2016. Les contributions au Fonds de Bonn ont été utilisées pour couvrir les frais d'organisation des sessions qui ont eu lieu à Bonn pendant la période considérée.

36. Le tableau 10 fait apparaître les recettes et les dépenses du Fonds de Bonn en 2016-2017 au 30 juin 2017.

Tableau 10

Situation du Fonds de Bonn au 30 juin 2017

(En euros)

	2016-2017
<i>Recettes</i>	
Contributions	3 629 044
Recettes accessoires ^a	86 802
Total des recettes	3 715 846
<i>Dépenses</i>	
Appui aux conférences	2 437 413
Dépenses d'appui aux programmes	201 251
Total des dépenses	2 638 664
Total	1 077 182
À déduire : réserve de trésorerie	268 428
Solde	808 754

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,879 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2017.

G. Dépenses d'appui aux programmes

37. En application des procédures financières de l'ONU, des frais généraux (13 %) sont prélevés sur le montant effectif des dépenses de tous les fonds gérés par la Convention afin de financer les services administratifs nécessaires à la gestion du secrétariat et de ses programmes. La plupart de ces services sont assurés par le secrétariat par l'intermédiaire du programme Services administratifs. Certains des services, notamment la vérification des comptes, les états de paie, le placements des fonds, les services de trésorerie et les services liés à l'administration de la justice, sont fournis par l'Office des Nations Unies à Genève et le Siège de l'ONU à New York et doivent être remboursés à l'Organisation.

38. Le tableau 11 indique l'état du compte spécial des dépenses d'appui aux programmes. Au 30 juin 2017, les recettes comprenaient des recettes au titre des dépenses d'appui aux programmes de 9,1 millions de dollars É.-U. et des recettes accessoires d'un montant de 164 273 dollars É.-U.

39. Au cours de la période considérée, 15,04 millions de dollars É.-U. ont été utilisés pour financer les dépenses de personnel, d'autres frais et les sommes dues au titre des services rendus par l'Office des Nations Unies à Genève et le Siège de l'ONU à New York. Le déficit du compte (5,8 millions de dollars É.-U.), a été couvert par des économies réalisées au cours des précédents exercices biennaux.

40. Le secrétariat a entrepris d'examiner le programme Services administratifs afin de ramener les dépenses au niveau des ressources disponibles. L'examen vise à rationaliser les procédures et à réaliser des gains d'efficacité sans compromettre l'exécution des programmes.

Tableau 11

Situation du compte spécial des dépenses d'appui aux programmes au 30 juin 2017

(En dollars des États-Unis)

	2016-2017
<i>Recettes</i>	
Montant prélevé sur les fonds d'affectation spéciale au titre des dépenses d'appui aux programmes	9 095 591
Recettes accessoires	164 273
Total des recettes	9 259 864
<i>Dépenses</i>	
Dépenses de personnel	10 805 735
Autres dépenses	3 395 102
Services rendus par l'Organisation des Nations Unies	842 949
Total des dépenses	15 043 786
Solde	(5 783 922)

IV. Exécution des programmes

41. L'exécution des programmes repose sur le programme de travail du secrétariat pour l'exercice biennal 2016-2017 et sur les mandats confiés au secrétariat après la présentation de ce programme de travail. Il convient donc de lire ce chapitre en parallèle avec le document FCCC/SBI/2015/3/Add.1, qui présente les grandes lignes du programme de travail.

42. Les sections ci-après donnent un bref aperçu des fonctions liées à chaque programme, indiquent si les résultats attendus sont en passe d'être obtenus et récapitulent les activités qui ont contribué à l'accomplissement des objectifs assignés au secrétariat.

A. Direction exécutive et administration

43. Le programme Direction exécutive et administration a pour fonctions de définir des orientations stratégiques, de veiller à la cohérence d'ensemble des travaux du secrétariat et d'entretenir une coopération et des partenariats stratégiques avec d'autres organismes, dont ceux du système des Nations Unies, et avec les principaux acteurs du processus relatif aux changements climatiques.

44. Au cours de la période considérée, le programme s'est attaché à aider les Parties à permettre la mise en œuvre rapide de l'Accord de Paris entré en vigueur officiellement le 4 novembre 2016. À cet égard, il a coordonné l'appui que le secrétariat apporte aux activités suivantes :

a) Organisation de la première partie de la première session de la CMA, qui s'est tenue à Marrakech du 7 au 18 novembre 2016 parallèlement à la vingt-deuxième session de la COP, à la douzième session de la CMP, aux quarante-cinquièmes sessions du SBI et du SBSTA, et à la deuxième partie de la première session du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris ;

b) Organisation des quarante-sixièmes sessions du SBI et du SBSTA et de la troisième partie de la première session du Groupe de travail spécial qui se sont tenues à Bonn du 8 au 18 mai 2017 ;

c) Préparatifs de la vingt-troisième session de la COP, de la treizième session de la CMP, de la deuxième partie de la première session de la CMA, des quarante-septièmes sessions du SBI et du SBSTA, et de la quatrième partie de la première session du Groupe de travail spécial qui se tiendront à Bonn du 6 au 17 novembre 2017.

45. Étant donné que la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de novembre 2017 se tiendra au siège du secrétariat sans l'appui opérationnel habituellement fourni par le pays hôte, le programme a pris des dispositions spéciales en vue d'assurer la coordination optimale des préparatifs entre le Gouvernement allemand, les autorités de la ville de Bonn et la future présidence fidjienne de la COP.

46. S'agissant des progrès accomplis concernant l'exécution du programme de travail découlant des demandes pertinentes figurant dans la décision 1/CP.21, le programme Direction exécutive et administration a continué de coordonner l'appui fonctionnel que le secrétariat fournit aux Parties ainsi que les mises à jour régulières du système de suivi des progrès³, conformément à la demande du SBI⁴.

47. Au cours de la période considérée, le programme a également continué de renforcer sa collaboration avec le Cabinet du Secrétaire général et les principaux acteurs du système des Nations Unies afin de veiller à l'harmonisation globale de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans ce cadre, le Secrétaire exécutif coordonne les travaux du secrétariat sur le sujet avec ceux du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres partenaires au sein du système des Nations Unies, dans le contexte de l'Approche stratégique du système des Nations Unies en matière de lutte contre les changements climatiques adoptée par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et par l'intermédiaire d'autres mécanismes de coordination du système⁵.

48. Sur le plan du développement organisationnel, le programme s'est attaché à rationaliser davantage les activités du secrétariat, notamment en poursuivant le processus de rationalisation des opérations liées aux technologies de l'information et de la communication engagé en 2015, et a entrepris l'examen de l'efficacité et l'efficience des activités financées par les dépenses d'appui aux programmes. Les recommandations issues de l'examen devraient être mises en œuvre au cours de l'exercice biennal 2018-2019.

B. Atténuation, données et analyses

49. Le programme Atténuation, données et analyses apporte son concours aux processus de mesure, de notification et de vérification découlant de la Convention (dans le contexte des communications nationales, des rapports biennaux ou des rapports biennaux actualisés et des inventaires des émissions de GES), notamment sous la forme de formations destinées aux experts, d'une assistance aux Parties non visées à l'annexe I et d'un soutien concernant les négociations intergouvernementales. Pendant la période considérée, le programme a :

a) Coordiné le processus d'évaluation et d'examen au niveau international, notamment l'examen technique de 43 rapports biennaux et leur évaluation multilatérale, ainsi que le processus de consultation et d'analyse internationales pour les Parties non visées à l'annexe I, y compris l'analyse technique de 22 rapports biennaux actualisés et

³ http://unfccc.int/files/paris_agreement/application/pdf/pa_progress_tracker_200617.pdf.

⁴ FCCC/SBI/2017/7, par. 113.

⁵ <https://www.unsceb.org/CEBPublicFiles/UN%20system%20strategic%20approach%20to%20climate%20change%20action-FINAL-18%20April%202017.pdf>.

l'échange de vues axés sur la facilitation pour 30 Parties (après le lancement du premier échange de vues à la quarante-quatrième session du SBI) ;

b) Coordinné l'évaluation technique de 20 propositions émanant de pays en développement et concernant les niveaux d'émission de référence pour les forêts et/ou les niveaux de référence pour les forêts dans le cadre de l'initiative REDD-plus⁶, ainsi que l'analyse technique des résultats REDD-plus communiqués dans trois rapports biennaux actualisés ;

c) Coordinné l'examen des inventaires des émissions de GES soumis par les Parties visées à l'annexe I en 2015 (37 Parties) et en 2016 (43 Parties), des rapports soumis à l'expiration du délai supplémentaire accordé pour l'exécution des engagements pour la première période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto (37 Parties) ainsi que des rapports destinés à faciliter le calcul de la quantité attribuée pour la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto (36 Parties), et entamé les préparatifs de l'examen des inventaires des émissions de GES soumis en 2017 (22 Parties) ;

d) Poursuivi et renforcé la formation sur les processus de mesure, de notification et de vérification à l'intention des experts chargés des évaluations et des examens au niveau international, des consultations et des analyses internationales et de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto ;

e) Mené à bien deux cycles du processus d'examen technique des mesures d'atténuation pour l'avant-2020, en se fondant sur des documents techniques, un résumé à l'intention des décideurs et un portail qui rassemble les mesures prises et les activités mises en place par les Parties pour l'avant-2020 ;

f) Organisé des ateliers de renforcement des capacités concernant les mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) et amélioré les fonctionnalités du registre des MAAN ;

g) Appuyé les travaux menés par le SBSTA sur l'agriculture et sur l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie, et aidé les pays en développement parties à mettre en œuvre le Cadre de Varsovie pour l'initiative REDD-plus ;

h) Appuyé les travaux du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention, notamment en mettant sa base de données eNetwork à disposition des experts qui participent à l'élaboration des communications nationales ;

i) Organisé des ateliers de renforcement des capacités et mis au point des supports de formation destinés aux Parties non visées à l'annexe I sur les communications nationales, les rapports biennaux actualisés et les *Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre* ;

j) Organisé la réunion du groupe spécial d'experts techniques et appuyé les travaux du Forum amélioré sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre, notamment en élaborant des documents techniques et en organisant un atelier sur la diversification économique et la transition juste pour la population active et la création d'emplois décents de qualité, dans le contexte du développement durable.

⁶ Au paragraphe 70 de la décision 1/CP.16, la COP a encouragé les pays en développement parties à contribuer aux mesures d'atténuation dans le secteur forestier en entreprenant les activités ci-après : réduction des émissions dues au déboisement, réduction des émissions dues à la dégradation des forêts, conservation des stocks de carbone forestiers, gestion durable des forêts et renforcement des stocks de carbone forestiers.

50. Dans le cadre de l'Accord de Paris, le programme a :

a) Appuyé les négociations menées dans le cadre du SBI, du SBSTA et du groupe de travail spécial de l'Accord de Paris, en particulier sur les contributions déterminées au niveau national, le registre de ces contributions, la transparence, le bilan mondial et le forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre ;

b) Mis à jour le rapport de synthèse sur l'effet global des contributions prévues déterminées au niveau national⁷ ainsi que d'autres documents tels que le rapport de compilation-synthèse pour les pays développés parties⁸ ;

c) Mis à disposition et exploité une version provisoire du registre des contributions déterminées au niveau national et amélioré ses fonctionnalités et sa conception sur la base des observations reçues ;

d) Aidé les pays ayant des besoins liés aux contributions déterminées au niveau national, notamment en ce qui concerne l'actualisation des contributions, prévues ou non, et les stratégies de développement à long terme et à faible taux d'émission à long terme ;

e) Coopéré avec le PNUD et d'autres organismes afin d'organiser cinq dialogues régionaux sur les contributions déterminées au niveau national, avec des organismes des Nations Unies et des organismes et bilatéraux en vue d'établir le Partenariat relatif aux contributions déterminées au niveau national et avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation maritime internationale, le PNUE et d'autres organismes des Nations Unies afin d'accélérer la mise en œuvre de la Convention dans les domaines pertinents ;

f) Aidé l'Équipe de soutien sur les changements climatiques du Secrétaire général de l'ONU à élaborer un rapport sur la coopération Sud-Sud et à apporter une assistance aux pays en développement afin qu'ils coopèrent davantage entre eux.

C. Financement, technologie et renforcement des capacités

51. Le programme Financement, technologie et renforcement des capacités soutient les Parties, en particulier celles non visées à l'annexe I, dans la mise en œuvre de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris, notamment pour les négociations internationales. Il coordonne également l'appui offert au SBSTA par le secrétariat.

52. Au cours de la période considérée, le programme a :

a) Organisé quatre réunions du Comité permanent du financement et contribué à l'exécution de son plan de travail, notamment en organisant le forum du Comité consacré aux instruments financiers qui tiennent compte des risques associés aux pertes et aux préjudices, en élaborant l'évaluation biennale 2016 faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action climatique, en adressant des recommandations à la COP concernant les directives à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds vert pour le climat, et en organisant deux ateliers de session sur le financement à long terme axés sur le financement de l'adaptation ;

⁷ FCCC/CP/2016/2.

⁸ Des exemples sont consultables à l'adresse http://unfccc.int/national_reports/national_communications_and_biennial_reports/submissions/items/2736.php.

b) Appuyé les travaux du Comité exécutif de la technologie en organisant ses trois réunions et en contribuant à l'exécution de son plan de travail, notamment en :

i) Assurant l'organisation de deux dialogues thématiques, d'un atelier de session sur les relations entre le mécanisme technologique et le mécanisme financier, et d'une manifestation spéciale sur l'innovation et les changements climatiques, et en facilitant la participation des organisations ayant le statut d'observateur à ses travaux ;

ii) Élaborant des directives sur l'élaboration d'un plan d'action en matière de technologies⁹ ainsi qu'une méthode pour le suivi de la mise en œuvre de ces plans d'action ;

c) Collaboré avec le PNUE en sa qualité d'hôte du Centre et Réseau des technologies climatiques (CRTC), notamment en participant aux réunions du Conseil consultatif du CRTC et à des forums régionaux à l'intention des entités nationales désignées ;

d) Fait procéder à un examen indépendant du bon fonctionnement du CRTC ;

e) Actualisé et géré le mécanisme d'échange d'informations sur les technologies TT:CLEAR ;

f) Organisé la première réunion du Comité de Paris sur le renforcement des capacités qui s'est tenue à Bonn en mai 2017, notamment l'échange technique d'une journée sur les activités de renforcement des capacités aux fins de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national dans le contexte de l'Accord de Paris. Le programme a également organisé les cinquième et sixième réunions du Forum de Durban sur le renforcement des capacités qui ont respectivement porté sur le renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et sur l'adaptation dans le contexte des plans nationaux d'adaptation et des contributions déterminées au niveau national ;

g) Appuyé la mise en œuvre des tâches découlant de la décision 1/CP.21 et de l'Accord de Paris, notamment l'examen du Fonds pour l'adaptation, du cadre de transparence et du bilan mondial mené par le Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris, la comptabilisation des ressources financières publiques et l'élaboration du cadre technologique (article 10 de l'Accord de Paris) réalisées par le SBSTA, et la définition de la portée et des modalités de l'évaluation périodique du mécanisme technologique à l'appui de la mise en œuvre de l'Accord établie par le SBI.

D. Adaptation

53. Le programme Adaptation aide les Parties, en particulier les pays en développement parties, à mettre au point, à appliquer et à évaluer les plans, politiques et mesures d'adaptation, et à améliorer la base scientifique de l'action climatique menée à l'échelle internationale. Au cours de la période considérée, le programme a facilité :

a) La mise en œuvre du Cadre de l'adaptation de Cancún en appuyant :

i) Les travaux du Comité de l'adaptation¹⁰ ;

ii) Les travaux sur les démarches visant à remédier aux pertes et aux préjudices liés aux incidences des changements climatiques dans les pays en développement qui

⁹ Voir http://unfccc.int/ttclear/misc_/StaticFiles/gnwoerk_static/TEC_column_M/33933c6ccb7744bc8fd643feb0f8032a/82af010d04f14a84b9d24c5379514053.pdf.

¹⁰ Voir <http://unfccc.int/6053>.

sont particulièrement exposés aux effets néfastes de ces changements, notamment les travaux du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie¹¹ ;

iii) La formulation et la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation¹² ;

b) Les travaux du Groupe d'experts des pays les moins avancés¹³ ;

c) La réalisation des activités prévues dans le cadre du programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements¹⁴ ;

d) Les préparatifs du prochain examen périodique du caractère adéquat de l'objectif global à long terme et des progrès d'ensemble accomplis dans la réalisation de cet objectif¹⁵.

54. En outre, le programme Adaptation a contribué à donner suite aux demandes relatives aux mesures d'adaptation découlant de la décision 1/CP.21 et de l'Accord de Paris. Pour ce faire, il a notamment :

a) Aidé le Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris à élaborer des modalités et des procédures concernant les communications relatives à l'adaptation et les aspects du cadre de transparence et du bilan mondial ayant trait à l'adaptation ;

b) Assumé des tâches liées à l'adaptation dans le contexte des contributions prévues déterminées au niveau national et des contributions déterminées au niveau national, notamment l'élaboration de la section du rapport de synthèse sur l'effet global des contributions prévues qui est consacrée à l'adaptation ;

c) Appuyé le processus d'examen technique des mesures d'adaptation¹⁶.

55. Enfin, le programme a soutenu des activités transversales, notamment en :

a) Facilitant et en appuyant les travaux préparatoires du bilan mondial ;

b) Mettant en service la plateforme consacrée aux communautés locales et aux peuples autochtones ;

c) Coordonnant la contribution du secrétariat aux objectifs de développement durable, en sa qualité d'entité responsable des indicateurs climatiques ;

d) Facilitant la circulation d'informations relatives aux recherches sur le climat, l'amélioration de l'observation systématique et la coopération avec le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

E. Mécanismes pour un développement durable

56. Au cours de la période considérée, le programme Mécanismes pour un développement durable a organisé et appuyé sept réunions du Conseil exécutif du Mécanisme pour un développement durable (MDP) ainsi que douze réunions de ses groupes d'experts et groupes de travail. Il a également organisé trois réunions du Comité de supervision de l'application conjointe. Les rapports annuels¹⁷ que ces deux organes de

¹¹ Voir <http://unfccc.int/6056>.

¹² Voir <http://unfccc.int/6057>.

¹³ Voir <http://unfccc.int/4727>.

¹⁴ Voir <http://unfccc.int/9201>.

¹⁵ Voir <http://unfccc.int/6998>.

¹⁶ Voir <http://unfccc.int/9542> et <http://tep-a.org>.

¹⁷ FCCC/KP/CMP/2016/4 et FCCC/KP/CMP/2016/5.

contrôle ont soumis à la douzième session de la CMP mettent l'accent sur l'éventail des questions traitées lors des réunions de 2016. Le programme a fourni au Conseil exécutif du MDP et au Comité de supervision tous les résultats attendus au titre des plans de gestion approuvés et toutes les activités et tous les projets ont été réalisés sans dépasser les crédits approuvés par les deux organes.

57. Le programme a prêté main forte au Conseil exécutif du MDP pour ses travaux relatifs à :

a) L'enregistrement de 85 projets et programmes d'activités et la délivrance de 203 576 088 unités de réduction certifiée des émissions (URCE) après le traitement de 779 demandes. Le Conseil exécutif du MDP a prié le secrétariat d'accorder la priorité au traitement des demandes d'enregistrement et de délivrance afin de réduire le temps d'attente. Le programme a pris les mesures internes nécessaires et, à la mi-octobre 2016, le temps d'attente avait été réduit à deux semaines ;

b) La fusion du Groupe des méthodes du MDP et du Groupe de travail des activités de projet de faible ampleur et la nomination de nouveaux membres ;

c) L'approbation de méthodes visant à améliorer le transport et la distribution d'électricité dans les réseaux, l'inclusion des biocarburants dans la méthode de comptabilisation du biodiesel et le recours à l'électricité solaire photovoltaïque pour les opérations réalisées sur les avions au sol dans les aéroports ;

d) L'approbation des documents réglementaires simplifiés et l'adoption de la norme révisée sur les projets au titre du MDP, de la norme sur la validation et la vérification au titre du MDP, de la procédure relative au cycle des projets au titre du MDP ainsi que des normes autonomes pour les programmes d'activités ;

e) La préparation d'une campagne dans les médias sociaux sur l'outil relatif aux annulations volontaires. Au cours de la période considérée, 912 annulations ont été réalisées au total et 115 962 URCE ont été annulées. Environ 70 % des annulations provenaient d'utilisateurs privés et le reste d'entreprises et d'organisations.

58. Compte tenu de la tendance croissante à l'accumulation des URCE dans les comptes d'attente d'une part et des parts des fonds à verser d'autre part, le Conseil exécutif du MDP a décidé de prélever la part des fonds avant de commencer la vérification de l'exécution du projet. Il est également convenu de permettre un versement partiel des parts proportionnel à la quantité d'URCE délivrées.

59. Le programme a contribué aux efforts déployés par le Conseil exécutif du MDP pour tirer profit du MDP par l'intermédiaire des cinq centres régionaux de collaboration d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes qui travaillent en étroite collaboration avec les autorités nationales désignées. Il a notamment contribué à ce que les projets suivent le processus normatif du MDP grâce au renforcement des capacités et à la fourniture d'un appui technique, et aidé les pays à fixer des niveaux de référence uniformisés.

60. Le programme a continué d'appuyer les négociations internationales menées au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris, la révision des modalités et procédures du MDP et des orientations générales de l'application conjointe, ainsi que l'initiative en faveur de la réduction volontaire des émissions intitulée Climate Neutral Now et qui se fonde sur les principes de mesure et de réduction des GES et d'équilibre du solde.

61. Le MDP est devenu le chef de file de l'appui aux champions du climat et il collabore avec les Parties et non-Parties concernées aux fins du lancement et de la mise en œuvre du Partenariat de Marrakech pour l'action climatique mondiale qui vise à catalyser et à appuyer l'action climatique entre 2017 et 2020, donnant ainsi effet aux arrangements existants convenus par les Parties lors de la vingt et unième session de la COP.

F. Programme Affaires juridiques

62. Pendant la période considérée, le programme Affaires juridiques a fourni, en temps opportun, des conseils juridiques faisant autorité et un soutien concernant l'application de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris, ainsi que concernant la gestion et le fonctionnement du secrétariat et du processus de la Convention. Ces conseils et ce soutien ont été fournis à la Secrétaire exécutive, aux présidents de la COP, de la CMP et de la CMA, aux présidents et coprésidents des organes subsidiaires et des organes constitués, aux Parties et aux programmes du secrétariat.

63. Le programme a diffusé aux Parties et au public des informations actualisées sur le statut de la ratification et de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris. Il a également fourni aux Parties des conseils juridiques et des informations concernant les aspects juridiques et procéduraux de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris et la convocation de la première session de la CMA. En complément des conseils et de l'appui fournis par le programme, les Parties ont adopté à la première partie de la première session de la CMA des dispositifs procéduraux en vue de l'achèvement du programme de travail au titre de l'Accord de Paris au regard de la prompte entrée en vigueur de ce dernier en 2016.

64. Le programme a dispensé des avis et un appui juridiques sur les aspects procéduraux et techniques des travaux des organes directeurs, subsidiaires et constitués aux présidents de la COP, aux présidents et coprésidents de ces organes et aux Parties. Il a également directement appuyé l'inscription de divers points à leurs ordres du jour respectifs, notamment la fourniture de conseils juridiques pour les négociations relatives au programme de travail de l'Accord de Paris et un appui pour le point 8 de l'ordre du jour du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris.

65. Un appui et des conseils d'ordre juridique ont été fournis au Comité de l'adaptation, au Conseil exécutif du MDP, au Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention, au Comité de supervision de l'application conjointe, au Groupe d'experts des pays les moins avancés, au Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques, au Comité permanent du financement et au Comité exécutif de la technologie. Le programme a également appuyé la création du Comité de Paris sur le renforcement des capacités et l'organisation de sa première réunion. Des conseils, un appui et des informations ont été fournis aux Parties ainsi qu'aux groupes régionaux et aux parties prenantes concernant le processus électoral de la Convention. En outre, le programme a fourni un appui et des conseils juridiques sur la mise en œuvre des obligations relatives à l'établissement de rapports et aux examens au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto, y compris le processus multilatéral d'évaluation et le dialogue de facilitation. Il a aussi dispensé des conseils sur la préparation de l'évaluation de la conformité et l'achèvement de la première période d'engagement du protocole de Kyoto, l'évaluation du programme de prêts du MDP et l'application de la plus récente décision de la CMP portant sur ce programme (décision 3/CMP.12).

66. Le programme a apporté un appui technique, administratif et logistique au Comité d'examen du respect des dispositions du Protocole de Kyoto, notamment lors de l'étude des questions relatives à la mise en œuvre et des réunions de la chambre de l'exécution, de la chambre de la facilitation et de la plénière du Comité qui ont eu lieu au cours de la période considérée.

67. Des conseils et un appui de nature juridique ont été fournis en ce qui concerne la gestion et les activités du secrétariat et du régime applicable aux changements climatiques pour veiller au respect des règles et règlements de l'ONU, ainsi que des décisions de la COP et de la CMP, et pour défendre les intérêts du secrétariat et du régime. Le programme a en particulier apporté son appui à la négociation et à la conclusion d'instruments juridiques pour les réunions et ateliers organisés au titre de la Convention ailleurs qu'au siège du secrétariat, notamment les accords juridiques relatifs à la Conférence de Marrakech (novembre 2016), et à celles qui se sont tenues au siège du secrétariat (mai 2016 et 2017, et novembre 2017). Des conseils et un appui d'ordre juridique ont également été fournis concernant les directives du secrétariat relatives aux accords de

partenariat avec des entités non parties et la conclusion de tels accords. Le programme a continué de faire partie du comité local mixte des marchés et du comité local mixte de contrôle du matériel. En outre, il a travaillé en étroite concertation avec les autres organismes des Nations Unies à Bonn, en consultation avec le Gouvernement hôte, sur l'application de leurs accords de siège respectifs.

G. Programme Services des affaires de la Conférence

68. Le programme Services des affaires de la Conférence offre tout l'éventail des installations et services de conférences qu'attendent les Parties.

69. Au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2016-2017, le programme a facilité l'organisation de 129 réunions et ateliers d'organes constitués, d'experts et de groupes régionaux, à Bonn ou ailleurs. Durant la période à l'examen, il a organisé neuf sessions des organes subsidiaires (pour le SBI, le SBSTA et le Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris) à Bonn et à Marrakech, ainsi que la vingt-deuxième session de la COP, la douzième session de la CMP et la première partie de la première session de la CMA à Marrakech, soit un total de 4 969 réunions réparties sur 12 sessions. Le programme a également facilité et organisé 112 réunions de présession entre les groupes de négociation et les présidents des organes subsidiaires, trois réunions d'information à l'intention de la présidence de l'Union européenne et trois exposés au Président du Groupe des 77 et de la Chine.

70. Le programme a reçu et traité en temps et en heure 178 demandes d'assistance en matière de visas pour permettre aux représentants de participer aux sessions, aux réunions et aux ateliers susmentionnés, et reçu et traité 810 demandes d'aide financière pour les représentants des Parties admises à en bénéficier.

71. Le programme a fourni un appui technique lors des négociations concernant les moyens d'associer les observateurs au titre du point de l'ordre du jour du SBI relatif aux dispositions à prendre en vue des réunions intergouvernementales, notamment en préparant un rapport de synthèse sur les moyens de développer la participation des organismes non-parties et en organisant sur ce thème un atelier de session qui a réuni 350 participants en mai 2017. Il a également fourni un appui technique et logistique aux présidences actuelle et future concernant la participation des organismes non-parties. Pour ce qui est des admissions, le programme a évalué 584 candidatures au statut d'observateur et facilité la présentation par les non-parties de 199 interventions et de 337 communications. Il a reçu et traité 1 079 demandes concernant des manifestations parallèles, permettant ainsi à 779 Parties et observateurs ainsi qu'au secrétariat de participer à 380 événements parallèles. Il a reçu et traité 347 demandes concernant des expositions, permettant à 305 Parties et observateurs de prendre part à 227 expositions individuelles ou conjointes. Il a aussi traité avec les parties prenantes sur les moyens de participer au processus de la Convention, en rédigeant quelque 170 000 courriels. Le programme a mis en œuvre plusieurs projets novateurs dans le but d'améliorer la participation de tous, la transparence et l'efficacité opérationnelle : la retransmission en direct de manifestations parallèles (des essais pilotes ont eu lieu lors des quarante-quatrième sessions des organes subsidiaires avant que cette pratique soit étendue à l'ensemble des manifestations parallèles qui se sont déroulées lors de ces sessions, ainsi que lors de la vingt-deuxième session de la COP), la vidéodiffusion (expérimentée avec succès lors des quarante-sixième sessions des organes subsidiaires), l'utilisation d'une technologie permettant d'échanger des renseignements sans contact direct avec un ordinateur (lors de deux sessions), un espace de collaboration en ligne (utilisé pour l'élaboration du programme de l'atelier de session et pour faciliter la communication avec les organisations non gouvernementales), un nouveau système de gestion des contacts pour les organisations ayant le statut d'observateur, et des outils de vidéo et de visualisation de données. De plus, les pages Web des observateurs ont été remises en ligne, ce qui a facilité l'accès à l'information pour toutes les parties prenantes.

72. Le programme a mis en forme et traité 682 documents officiels et 212 documents informels au cours de la période considérée. En 2016, 82 % des documents de pré-session qui devaient être traduits ont été soumis pour publication dans les délais. En 2017, ce pourcentage atteignait les 100 % au 30 juin. Des améliorations ont été apportées en 2016 au système de diffusion électronique des documents en collaboration avec le programme Technologies de l'information et de la communication (TIC). D'autres améliorations, notamment concernant le processus de publication des documents sur le site Web de la Convention, sont à l'étude en collaboration avec le programme Communication et information et le programme Services administratifs.

73. Des mesures de réduction de l'utilisation du papier telles que la publication du programme quotidien seulement en version électronique et le principe d'une impression limitée à la demande ont permis de réduire de 61 % la consommation totale de papier pour les documents officiels à la quarante-sixième session du SBSTA, à la quarante-sixième session du SBI et à la troisième partie de la première session du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris par rapport aux sessions tenues en mai, ce qui s'inscrit dans la tendance constatée lors des sessions précédentes.

74. Au cours de la période à l'examen, les activités préparatoires à la vingt-troisième session de la COP, à la treizième session de la CMP et à la deuxième partie de la première session de la CMA ont bien avancé.

H. Programme Communication et information

75. Le programme Communication et information gère les communications extérieures, les informations en ligne et les relations et prestations à l'intention des médias, y compris les services internes de gestion des connaissances. L'objectif est d'appuyer les processus découlant de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris, ainsi que l'application des décisions de la Conférence des Parties de façon à produire le plus d'impact possible en promouvant des mesures et des politiques positives face aux changements climatiques.

76. Le programme rend compte, sur le site Internet du Centre d'actualités et dans trois des six langues officielles de l'ONU (anglais, espagnol et français), des succès de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris et de l'action menée par les gouvernements, les entreprises et la société civile en faveur du climat partout dans le monde. Le site Internet et un éventail de médias sociaux favorisent conjointement le développement de la présence en ligne de la Convention ; le site Internet est actualisé et structuré de façon dynamique pour répondre au développement du trafic et présenter les progrès du régime climatique mondial.

77. Pendant la période considérée, 3 442 440 utilisateurs ont visionné 12 528 364 pages. La chaîne YouTube du secrétariat a atteint 519 138 vues et compte 4 150 abonnés ; le compte Flickr héberge désormais 2 907 photos de conférences et des activités de communication de la Secrétaire exécutive, et a été consulté plus de 2,3 millions de fois.

78. Le niveau d'interaction a considérablement augmenté, en particulier grâce aux médias sociaux (voir les données sur Facebook, Twitter et Instagram au tableau 24). Outre les émissions interactives diffusées sur le Web, de nouveaux outils interactifs ont été introduits au cours de la période considérée, notamment Facebook live.

79. Le programme a poursuivi l'application de l'initiative « Élan pour le changement », qui met en avant des solutions positives pour le climat. En 2016, le secrétariat avait reçu 475 candidatures, dont 255 avaient été jugées admissibles. En 2017, il a reçu 462 candidatures, dont 223 ont été jugées admissibles.

80. Le programme a assuré des services de retransmission en ligne pour des réunions organisées par le Comité de supervision de l'application conjointe (trois), le Conseil exécutif du MDP (sept), le Comité de l'adaptation (une), le Comité d'examen du respect des dispositions (quatre), le Comité exécutif de la technologie (trois), le Comité permanent du financement (quatre), le Centre et Réseau des technologies climatiques (une), la COP (une) et les organes subsidiaires (deux), contribuant ainsi à la transparence du processus

intergouvernemental. Pendant la période considérée, plus de 477 000 visiteurs du site Web de la Convention ont regardé ces retransmissions, en direct ou à la demande.

81. Le programme fournit des services de communication interne au secrétariat, notamment par le biais de ses services Intranet. Au cours de la période à l'examen, 30 nouveaux espaces collaboratifs ont été lancés et plus de 450 articles internes ont été publiés sur l'Intranet. Cela représente un développement notable du partage des connaissances par rapport à l'exercice biennal précédent, au cours duquel il n'existait pas de mécanisme de partage quotidien des nouvelles internes, ni de fonctions de collaboration intégrées à l'Intranet.

82. Le programme fournit au secrétariat des services consultatifs concernant les dossiers, facilite le transfert des dossiers inactifs hors des bureaux et gère le centre chargé des dossiers qui ne sont plus consultés, notamment les archives audiovisuelles relatives aux négociations sur la Convention. Au cours de la période considérée, 452 demandes de récupération de dossiers émanant du personnel interne et d'utilisateurs extérieurs ont été satisfaites. La taxonomie appliquée comporte désormais des éléments de l'Accord de Paris et a été actualisée en conséquence dans cinq grands systèmes, dont l'Intranet, la nouvelle plateforme de collaboration et le portail Web des documents officiels, afin de fournir au personnel et aux utilisateurs du site externe un meilleur accès à l'information.

I. Programme Technologies de l'information et de la communication

83. Le programme Technologies de l'information et de la communication (TIC) fournit au secrétariat l'infrastructure informatique, les services de soutien et les systèmes d'information spécialisés nécessaires à l'accomplissement de son mandat. En installant et en utilisant une infrastructure fiable et sûre et des applications spécialisées, il veille à ce que les travaux prescrits par les Parties puissent être exécutés. Il administre aussi l'infrastructure sous-jacente pour que le site Web de la Convention et ses divers sites externes soient constamment disponibles et que les Parties puissent accéder facilement à la documentation officielle, aux informations, aux portails de données et de soumission de documents, aux délibérations et au détail des réunions.

84. Outre les activités ordinaires qui concernent la fourniture de services et la mise en place de systèmes, le programme a fait d'importants progrès dans la transformation des services offerts, engagée en 2014, et a achevé sa restructuration à la fin de juin 2016. L'ancien « programme Service des technologies de l'information » a été rebaptisé « programme Technologies de l'information et de la communication » le 1^{er} avril 2016, doté d'une nouvelle structure organisationnelle mieux adaptée, d'un dispositif de gouvernance amélioré, et des capacités requises pour répondre aux besoins futurs. En outre, les travaux par programme définis dans les accords-cadres ont encore été améliorés pour accroître la transparence des services offerts et des rapports financiers.

85. Dans le cadre de sa transformation et en vue d'apporter des solutions innovantes au secrétariat et aux Parties, le programme a lancé six grands projets visant à établir l'infrastructure et les plateformes technologiques nécessaires à la mise en place des futurs systèmes et à optimiser les coûts :

a) Un projet de regroupement des centres de données pour tirer parti de l'informatique en nuage lorsque cela est possible ;

b) Un projet d'innovation en matière de mobilité pour permettre au secrétariat et aux Parties de collaborer (collaboration documentaire, réunions virtuelles, etc.) à tout moment et en tout lieu ;

c) Une initiative de participation virtuelle pour développer le recours aux réunions virtuelles au sein du secrétariat et pour améliorer l'efficacité des réunions des organes constitués et des conférences ;

d) Un nouveau cadre de sécurité des TIC pour renforcer la sécurité de celles-ci au sein du secrétariat ;

e) Une nouvelle plateforme de gestion de la relation client pour gérer plus efficacement les parties prenantes et les interactions entre elles ;

f) Un nouvel entrepôt de données pour faire évoluer le dispositif actuel, incorporer la version révisée des *Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre* et élaborer une nouvelle interface d'accès aux données relatives aux GES.

86. Au cours de la période considérée, le programme a apporté son appui aux sessions des organes subsidiaires tenues en mai 2016 et 2017, à la Conférence de Marrakech ainsi qu'à 82 ateliers et autres réunions restreintes. Les participants ont pu bénéficier d'une infrastructure informatique très fiable et très sûre, notamment s'agissant de l'accès à des systèmes essentiels tels que l'enregistrement, la gestion des événements, la gestion des documents et la collaboration, ainsi que la liaison Wi-Fi. Aucune interruption de service n'a été à déplorer et aucune plainte n'a été formulée par les participants.

87. Le programme a assuré le bon fonctionnement de l'infrastructure de réseaux et des services informatiques, ce qui a permis au secrétariat de répondre aux exigences du processus intergouvernemental. Il a fourni des services aux systèmes qui résultent de mandats, parmi lesquels le registre du centre national de données, la base de données sur les GES de la Convention, la base de données de compilation et de comptabilisation, le logiciel de notification du cadre commun de présentation, les systèmes d'information du MDP et de l'application conjointe et le registre du MDP, ainsi qu'à des systèmes à l'échelle du secrétariat tels que le système de gestion des contenus pour le site Web de la Convention, le système de gestion des dossiers et divers portails, y compris l'initiative Climate Neutral Now, la plateforme NAP Central, la base de données sur les partenaires du Programme de travail de Nairobi et leurs annonces de contribution, le portail finances et le portail technologie. En outre, le contrôle technique et l'administration des contrats du relevé international des transactions ont été assurés avec efficacité. Les objectifs de l'accord de prestation de services ont été dépassés pour la période de dix-huit mois s'achevant en juin 2017.

88. Au cours de la période considérée, le programme a fourni des services et son soutien pour plus d'une centaine d'applications différentes du secrétariat. Le personnel du programme a mené divers projets et amélioré les capacités existantes pour le bénéfice du secrétariat et des parties prenantes, notamment en ce qui concerne la base de données sur les GES, la plateforme de gestion de la relation client à l'échelle du secrétariat, le logiciel de notification du cadre commun de présentation, les salles de réunion virtuelle, divers portails de soumission de documents officiels et différents outils de traitement des données.

J. Programme Services administratifs

89. Le programme Services administratifs contribue de nombreuses façons au fonctionnement efficace du secrétariat, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources humaines et financières, les achats, les voyages et les services généraux.

90. Pendant la période considérée, le programme a organisé des voyages à l'intention de 2 948 participants désignés qui se sont rendus aux sessions de la COP, de la CMP, du CMA, du SBI, du SBSTA et de l'APA, ainsi qu'à 205 autres manifestations officielles au titre de la Convention. Le taux de participation effective aux réunions a été de 93 % (2 754), les cas de non-participation étant attribués à des empêchements professionnels ou personnels, des problèmes de santé, des problèmes de visa ou des vols manqués.

91. Les achats de biens et de services dans le cadre du programme ont été effectués de manière concurrentielle et économique. Le programme a géré 644 dossiers d'achat, représentant un montant total de 21,1 millions de dollars É.-U., dont environ un tiers au titre d'accords à long terme et un quart au titre d'achats de coopération par le biais des organismes des Nations Unies. Quatre-vingt-treize appels d'offres ont été organisés, ce qui a notamment donné lieu à 18 nouveaux accords à long terme. En moyenne, 4 offres ont été reçues en réponse à chaque nouvel appel d'offres, les soumissions retenues étant d'un montant inférieur de 33 % en moyenne à celui des offres les plus onéreuses. Près de 97 % des dossiers d'achat ont été traités dans les délais prévus, ce qui n'a été le cas que de 65 % des appels d'offres.

92. Le programme a encadré les efforts faits par le secrétariat pour parvenir à un fonctionnement neutre sur le plan climatique en mesurant les émissions de GES, en rendant compte et en mettant en œuvre des mesures de réduction de ces émissions. Le secrétariat a aussi aidé 24 organismes des Nations Unies à parvenir à la neutralité climatique en compensant 490 kilotonnes d'équivalent dioxyde de carbone (CO₂) [y compris les 3 765 tonnes d'équivalent CO₂ du secrétariat], soit presque un quart des émissions totales de GES produites en 2015 par le système des Nations Unies, grâce à l'achat et à l'annulation d'unités de réduction certifiée des émissions du Fonds pour l'adaptation.

93. Le Groupe de la gestion des ressources humaines continue de fournir des services de recrutement, de perfectionnement de l'organisation et de gestion du personnel pour soutenir la vision stratégique de l'organisation et la prise de décisions. Grâce à la stabilisation d'Umoja (le progiciel de gestion intégré), le Groupe a concentré ses efforts sur l'extraction de données relatives aux ressources humaines dont l'analyse pourrait permettre aux décideurs d'améliorer l'efficacité de la gestion. Cette approche constitue le nouveau socle de la planification stratégique des ressources humaines en lien avec l'évolution des mandats impartis à l'organisation.

94. Le programme assure la tenue des états financiers conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public ; il a traité près de 8 400 opérations financières, dont 4 100 règlements de factures et près de 1 200 encaissements. Il a également coordonné la gestion des contributions volontaires, notamment les activités de collecte de fonds et d'établissement de rapports aux donateurs.

95. Chargé de la gestion dans Umoja des 10 fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux de l'organisation, le programme a élaboré plusieurs documents officiels au cours de la période considérée, notamment le projet de budget et le programme de travail pour l'exercice biennal 2018-2019, le rapport sur l'exécution du budget 2016, trois rapports sur l'état des contributions et deux jeux d'états financiers, pour lesquels une opinion sans réserve a été émise. Durant les audits, le programme a satisfait à toutes les demandes des auditeurs en leur fournissant les documents et justificatifs requis. Il a également fourni un appui au SBI pour l'examen de plusieurs questions budgétaires complexes durant les trois sessions que le SBI a tenues au cours de la période considérée.

96. Durant la période l'examen, le Groupe de la gestion des ressources financières a organisé le versement de l'aide financière aux participants au processus de négociation et à d'autres réunions qui y avaient droit, ce qui représente 3 400 versements réalisés pour la participation aux sessions de la COP, du CMP, du CMA et des organes subsidiaires, ainsi qu'à d'autres réunions importantes.

V. Renseignements complémentaires

97. On trouvera à l'annexe I des renseignements sur les ressources humaines du secrétariat, à l'annexe II des renseignements sur les recettes et les dépenses correspondant aux activités financées à l'aide du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, et à l'annexe III des données sur la réalisation de tous les objectifs des programmes du secrétariat figurant dans le programme de travail de celui-ci pour l'exercice biennal 2016-2017 (FCCC/SBI/2015/3/Add.1).

Annex I

Human resources: staff

[Anglais seulement]

1. Table 12 shows the number of approved posts and filled posts by grade and source of funding. As at 30 June 2017, of the 437 approved posts, 377.5 had been filled. One of these was a 50 per cent post (half-time post) and 10 were 80 per cent posts, thus increasing the actual number of staff to 380. In addition, 14 Professional and 13 General Service level staff members had been hired under temporary assistance contracts, and four Junior Professional officers were on board, bringing the total number of staff at the secretariat to 411.

Table 12

Approved established posts and filled posts by source of funding as at 30 June 2017

	USG	ASG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Subtotal	GS	Total
<i>Trust Fund for the Core Budget</i>												
Approved	1	1	2	7	15	35	43	16		120	53.5	173.5
Filled ^a	1		1	5	10	29	33.8	14.8		94.6	49.5	144.1
<i>Trust Fund for Supplementary Activities</i>												
Approved				1	3	4	13	8		29	9	38
Filled				1	3	3	11	5		23	8.8	31.8
<i>Trust Fund for the Clean Development Mechanism</i>												
Approved				1	2	10	26	25		64	23	87
Filled				1	1	10	25	23		60	21	82
<i>Trust Fund for the International Transaction Log</i>												
Approved						2	3	1		6	1	7
Filled						2	3	1		6	1	7
<i>Trust Fund for the Special Annual Contribution from the Government of Germany</i>												
Approved								1		1	7	8
Filled								1		1	7	8
<i>Special account for conferences and other recoverable costs^b</i>												
Approved							1	1		2	4	6
Filled							1	1		2	3	5
<i>Special account for cost recovery related activities</i>												
Approved						5	8	8		21	10	31
Filled						5	6	7		18	7	25
<i>Programme support (overhead)</i>												
Approved				1	2	4	13	7		27	59.5	86.5
Filled				1	2	3.8	11	6		23.8	51.8	75.6
Total												
Approved	1	1	2	10	22	60	107	67		270	167	437
Filled	1		1	8	16	52.8	90.8	58.8		228.4	149.1	377.5

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, GS = General Service, P = Professional, USG = Under-Secretary-General.

^a Filled posts are occupied by staff members who have been awarded a fixed-term contract of one year or more and are appointed against established posts after going through the complete recruitment process, including review by the Review Board.

^b These posts are in support of operating the split office premises and are funded by the Government of Germany.

2. Table 13 provides information on the geographical distribution of the staff appointed at the Professional level and above. As at 30 June 2017, Western European and other States accounted for the highest percentage (43.6 per cent) of staff appointed at the Professional level and above, whereas African States accounted for the lowest (7.9 per cent).

3. The secretariat has continued its efforts in relation to achieving a good geographical distribution and gender balance among staff at the Professional level and above. Vacancy announcements are placed in many regional and global media, covering as many Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) as possible.

Table 13

Geographical distribution of staff members appointed at the Professional level and above as at 30 June 2017^a

<i>Grade</i>	<i>African States</i>	<i>Asia-Pacific States</i>	<i>Latin American and Caribbean States</i>	<i>Eastern European States</i>	<i>Western European and other States</i>	<i>Total</i>
USG			1			1
D-2					1	1
D-1	2		1		5	8
P-5	3	5		3	5	16
P-4	2	12	7	7	25	53
P-3	8	29	9	4	41	91
P-2	3	13	11	9	23	59
Total	18	59	29	23	100	229
Percentage of total	7.9	25.8	12.7	10.0	43.6	100.0

Abbreviations: USG = Under-Secretary-General, D = Director, P = Professional.

^a Does not include data on staff recruited under temporary assistance contracts.

4. Table 14 highlights the distribution of staff members appointed at the Professional level and above between Parties included in Annex I to the Convention (Annex I Parties) and non-Annex I Parties. As at 30 June 2017, the percentage of staff from non-Annex I Parties at the Professional and higher levels was 45.9 per cent, compared with 54.1 per cent for Annex I Parties.

Table 14

Distribution of staff members at the Professional level and above between Annex I and non-Annex I Parties^a

<i>Grade</i>	<i>Annex I Parties</i>	<i>Non-Annex I Parties</i>
USG		1
D-2	1	
D-1	5	3
P-5	8	8
P-4	30	23
P-3	50	41
P-2	30	29
Total	124	105
Percentage of total	54.1	45.9

Abbreviations: USG = Under-Secretary-General, D = Director, P = Professional.

^a Does not include data on staff recruited under temporary assistance contracts.

5. Table 15 highlights the distribution of staff members by gender. As at 30 June 2017, the percentage of female staff at the Professional and higher levels was 40.2 per cent, up by 1.1 cent from June 2016. The percentage of female staff at all levels was 55.3 per cent as at 30 June 2017, a rise of 1.5 per cent since 30 June 2016.

Table 15
Distribution of staff members by gender^a

<i>Grade</i>	<i>Male</i>	<i>Female</i>
USG		1
D-2	1	
D-1	6	2
P-5	10	6
P-4	32	21
P-3	52	39
P-2	36	23
Subtotal	137	92
Percentage of P and above	59.8	40.2
GS	33	118
Total	170	210
Percentage of total	44.7	55.3

Abbreviations: USG = Under-Secretary-General, D = Director, GS = General Service, P = Professional.

^a Does not include data on staff recruited under temporary assistance contracts.

Annex II

Projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities in the biennium 2016–2017

[Anglais seulement]

Table 16

Income and expenditure of projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities in the biennium 2016–2017 as at 30 June 2017

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
<i>Executive Direction and Management</i>			
Enhancing and strengthening cooperation with the United Nations through the Office of the Secretary-General	29 189	75 287	(46 098)
Providing support to Executive Management in the lead-up to the twentieth session of the Conference of the Parties (COP) and the tenth session of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP)	173 129	163 753	9 376
Supporting negotiations and new institutional arrangements aimed at enhancing the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol	652 810	648 863	3 947
Strengthening gender mainstreaming in climate change action and the UNFCCC process	400 539	165 082	235 457
<i>Mitigation, Data and Analysis</i>			
Facilitating the implementation of the work programme for the revision of the UNFCCC reporting guidelines for Annex I Parties and the use of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) 2006 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories	94 525	5 430	89 095
Developing and maintaining the UNFCCC information systems for the receipt and processing of greenhouse gas (GHG) data, including the UNFCCC submission portal, the Virtual Team Room and the GHG data interface	92 403	84 601	7 802
Supporting activities relating to scientific, technical and socioeconomic aspects of mitigation of climate change	5 888	-	5 888
Supporting the implementation of pre-2020 mitigation-related activities stemming from decision 1/CP.21	32 991	25 020	7 971
Supporting the implementation of the transparency framework under the Paris Agreement	881 938	246 522	635 416
Supporting the work of the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention on implementing the measurement, reporting and verification framework for developing country Parties	433 964	216 334	217 630
Enhancing and maintaining the compilation and accounting database under the Kyoto Protocol	210 288	176 043	34 245
Supporting activities relating to land use, land-use change and forestry, reducing emissions from deforestation and forest degradation, the enhancement of carbon sinks and the role of sinks in future mitigation actions	1 107 557	362 308	745 249
Providing training for expert review teams and organizing meetings of the lead reviewers	1 043 040	791 621	251 419
Supporting the preparation of national GHG inventories and related activities undertaken by non-Annex I Parties, including national forest monitoring systems	826 805	469 336	357 469
Supporting the implementation of enhanced action on mitigation by developing country Parties	635 920	476 877	159 043
Supporting activities relating to the impact of the implementation of response measures	407 718	249 417	158 301

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
Supporting the work programme for the development of modalities and guidelines for enhanced reporting by developed country Parties and the international assessment and review process	1 297 556	523 334	774 222
Supporting the upgraded common reporting format (CRF) software (CRF Reporter) for the reporting of GHG emissions and removals by Annex I Parties	918 609	896 777	21 832
Supporting the technical dialogue on nationally determined contributions (NDCs)	1 245 230	358 786	886 444
Supporting the operationalization of the international consultation and analysis process for developing country Parties	752 317	445 675	306 642
Supporting the implementation of activities relating to intended nationally determined contributions and NDCs	800 666	180 784	619 882
Providing support for strengthening the transparency of the reporting from non-Annex I Parties, including by strengthening sustainable national GHG inventory management systems and providing training on the use of <i>2006 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories</i>	710 137	675 893	34 244
Implementing the activities of the Support Unit of the NDC Partnership at the regional level	2 137 431	134 145	2 003 286
Developing, deploying and operating a beta version of the nationally appropriate mitigation action registry	77 057	54 928	22 129
Maintaining and enhancing the UNFCCC data warehouse and related information technology tools and data-processing systems, including tools for the review of GHG inventories and the operation of the GHG data interface on the UNFCCC website	1 298 874	1 056 067	242 807
<i>Finance, Technology and Capacity-building</i>			
UNFCCC fellowship programme	16 324	-	16 324
Supporting the implementation of the framework for capacity-building in developing countries under decision 2/CP.7 and the framework for capacity-building in countries with economies in transition under decision 3/CP.7	280 370	264 079	16 291
Supporting the work of the Standing Committee on Finance	1 390 057	1 016 293	373 764
Supporting climate finance	86 338	6 768	79 570
Supporting the implementation of the Technology Mechanism and the work of the Technology Executive Committee, including the implementation of the framework for meaningful and effective actions to enhance the implementation of Article 4, paragraph 5, of the Convention	1 060 600	726 460	334 140
Supporting the work of the Transitional Committee for the design of the Green Climate Fund	25 545	-	25 545
<i>Adaptation</i>			
Coordinating the implementation of the Paris Agreement, institutional arrangements under the Convention and efforts to mobilize and catalyse climate action	489 276	302 934	186 342
Supporting the least developed countries and the Least Developed Countries Expert Group	1 179 502	941 953	237 549
Supporting the implementation of the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change, including new mandates arising from the Paris Agreement	283 538	147 273	136 265
Supporting activities relating to climate change science, research and systematic observation	188 608	103 862	84 746
Supporting the implementation of the Cancun Adaptation Framework, including new mandates arising from the Paris Agreement	1 688 532	1 012 363	676 169
Supporting the periodic review of the adequacy of the long-term global goal referred to in decision 1/CP.16, paragraph 4	175 680	99 347	76 333
Supporting the coherent delivery of the implementation of cross-cutting adaptation mandates, including those arising from the Paris Agreement	401 978	274 619	127 359
Promoting transparency and assessment of adaptation action, stakeholder engagement and outreach	3 453	-	3 453

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
<i>Sustainable Development Mechanisms</i>			
Implementing the two work programmes mandated under the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention agenda item on various approaches relating to: (1) a framework for various approaches; and (2) the new market-based mechanism	10 731	-	10 731
Supporting the operation of joint implementation	5 324 427	1 172 893	4 151 534
Organizing a workshop on the review of the modalities and procedures of the clean development mechanism	27 869	-	27 869
Coordinating the implementation of the Paris Agreement, institutional arrangements under the Convention and efforts to mobilize and catalyse climate action	278 178	276 387	1 791
Supporting the integration of the clean development mechanism into intended nationally determined contributions and advancing the use of instruments under Article 6 of the Convention	368 036	305 124	62 912
Elaborating modalities and procedures for the inclusion of carbon dioxide capture and storage in geological formations as project activities under the clean development mechanism	9 352	-	9 352
Providing support to the secretariat and international financial institutions in their collaboration on the development of GHG accounting standards for non-state actors	50 306	-	50 306
Stimulating contributions from all non-Party actors and building the foundation for their measurement and verification	548 372	301 812	246 560
<i>Legal Affairs</i>			
Electronic handbook for the UNFCCC	14 082	(3 746)	17 828
Providing support to the Compliance Committee	85 465	24 201	61 264
<i>Conference Affairs Services</i>			
Servicing the second session of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action (ADP)	21	-	21
Servicing the fourth part of the second session of the ADP	465	23	442
Developing a handbook and film documentary for conference management	63 950	61 197	2 753
Supporting stakeholder engagement in the UNFCCC process	360 570	350 736	9 834
Further developing the electronic Official Documents System	128 161	98 177	29 984
Servicing the twenty-third session of the COP and the thirteenth session of the CMP	838 077	428 275	409 802
Servicing the forty-sixth sessions of the Subsidiary Body for Implementation (SBI) and the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice	1 916 614	1 623 959	292 655
Servicing the sixth part of the second session of the ADP	41 157	-	41 157
Servicing the eighth part of the second session of the ADP	112 571	(22 436)	135 007
Servicing the tenth part of the second session of the ADP	160 336	(43 901)	204 237
Servicing the eleventh part of the second session of the ADP	62 388	(375 042)	437 430
Servicing the forty-second session of the SBI	935	-	935
Servicing the forty-fourth session of the SBI	1 462 780	1 421 950	40 830
<i>Communications and Outreach</i>			
Developing internal communication tools and channels within the secretariat to ensure communication between management and staff, and between and among staff, with a view to supporting corporate culture and engagement	283 050	164 959	118 091
Hosting the Global Youth Video Competition	50 139	39 505	10 634
Developing the mobile application for smartphones, tablet computers and mobile devices	742	(6 438)	7 180
Momentum for Change	171 062	144 833	26 229
Momentum for Change: Information and Communication Technology Solutions	361 263	319 314	41 949
Momentum for Change: Women for Results	32 864	28 383	4 481

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
Momentum for Change: Planetary Health	432 894	167 655	265 239
Developing an online portal for UNFCCC information in Spanish	109 166	108 976	190
Supporting the work programme on climate change education, public awareness and public participation	256 918	212 288	44 630
Developing country media training workshops	95 933	95 191	742
Undertaking a website project on digital enhancement post 2015 (web and social media)	1 044 848	597 595	447 253
Managing and preserving sound recordings of all sessions	113 674	83 452	30 222
Managing and preserving video recordings of all sessions	72 711	44 807	27 904
UNFCCC web portal in the six United Nations languages (Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish)	5 364	6 049	(685)
Providing archive services for the historical records of the UNFCCC	12 977	-	12 977
Communications and Outreach travel with and in support of the Executive Secretary	34 547	14 741	19 806
Photo library to enhance the quality and availability of communications and outreach photos	3 757	1 276	2 481
<i>Administrative Services</i>			
Establishing the UNFCCC history corner	120 251	108 383	11 868
<i>Information and Communication Technology</i>			
Climate action hub	50 894	49 197	1 697
Replacing the email and instant messaging system	2 419	(330)	2 749
Enhancing responsiveness, efficiency and accountability by strengthening secretariat relationship management and communications with Parties and observers	287 399	129 808	157 591
Implementing the Joint Development of Knowledge Tools on Environmental Conventions (InforMEA Project) under the programme for the Environment and Sustainable Management of Natural Resources, including Energy	11 074	10 941	133
Enhancing information and communication technology security at the UNFCCC	142 107	95 173	46 934
Governing information technology	29 625	-	29 625
Migrating mandated web information systems	111 271	58 734	52 537
Supporting and enhancing the secretariat's collaboration platform as the basis for information-sharing and enterprise content management and a repository for the secretariat's legal instruments	49 740	13 507	36 233
Implementing enterprise mobility	100 673	99 464	1 209
Providing virtual meeting/workshop participation to UNFCCC stakeholders	258 391	-	258 391
<i>Other expenditure</i>			
Junior Professional Officers	1 250 385	563 810	686 575
Total	40 897 363	22 149 716	18 747 647

^a Note that not all income available under the Trust Fund for Supplementary Activities has been allocated to projects. Some of the income received is held unallocated at the request of contributing Parties for future allocations.

Annex III

Programme performance data for the period from 1 January 2016 to 30 June 2017

[Anglais seulement]

Table 17

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Executive Direction and Management programme

Objective 1: ensure effective support of Parties' efforts to construct an enhanced multilateral rules-based system under the Convention pursuant to the outcome of the twenty-first session of the Conference of the Parties and the Bali Road Map and to prepare for and support the entry into force of the Paris Agreement

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The secretariat responds effectively to the priorities set by Parties in constructing an enhanced rules-based system under the Convention	The proportion of mandated outputs relating to the Paris Agreement delivered and delivered on time	All mandated outputs relating to the Paris Agreement have been delivered and delivered on time. For details of progress in relation to the Paris Agreement work programme resulting from relevant requests contained in decision 1/CP.21, please consult the secretariat progress tracker ^b
	The level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat. Actual result for 2013: 92 per cent of all respondents somewhat agreed, agreed or strongly agreed with the statement that their level of satisfaction with the work of the secretariat was consistently high. Target: to maintain the level of satisfaction at 90–95 per cent	Budgetary constraints have prevented the secretariat from undertaking a survey on the level of satisfaction of Parties in the reporting period as envisaged. Such a survey is to be undertaken in May 2018 and information on the level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat will be made available in the next budget performance report

Objective 2: ensure the provision of effective and state-of-the-art support to the institutions and governance arrangements established under the Convention and its legal instruments

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
All facets of climate change intergovernmental meetings are well organized. Appropriate procedural, substantive and logistical support is provided to Parties. The President of the Conference of the Parties (COP) and the COP Bureau are well informed and able to carry out their functions effectively	The level of satisfaction of Parties with the secretariat's support of negotiation sessions. Baseline: in 2013, 66 per cent of respondents either agreed or strongly agreed with the statement "The secretariat supported the intergovernmental process effectively", and 60 per cent of respondents either agreed or strongly agreed with the statement "The secretariat provided good advice on procedures and content for mandated conferences, meetings and events". Target: to increase the level of satisfaction of Parties	Budgetary constraints have prevented the secretariat from undertaking a survey on the level of satisfaction of Parties in the reporting period as envisaged. Such a survey is to be undertaken in May 2018 and information on the level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat will be made available in the next budget performance report
	The level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with the secretariat's support. ^c Baseline: in 2013, 100 per cent of respondents either	Information on the level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with the secretariat's support will be made available in the budget performance report covering the period from 1 January 2018 to 30 June 2019

agreed or strongly agreed with the statement “The secretariat provides appropriate and effective support in logistical arrangements for the Bureau meetings”, and 88 per cent of respondents either agreed or strongly agreed with the statement “The secretariat provides optimal support to enable the members of the Bureau to guide the intergovernmental process”

Objective 3: mobilize and catalyse climate action, and facilitate coordination of partnerships for action and of the contribution of intergovernmental organizations and the United Nations system

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Support provided by the United Nations, intergovernmental agencies and other stakeholders to Parties in the implementation of the Convention is enhanced, with a wide network of non-state actors (including intergovernmental organizations and the United Nations system) directly supporting and contributing to the implementation of the Convention and its outcomes	Number of active partnerships with the following stakeholder groups: organizations in the United Nations system, faith-based organizations, military, women, legislators, investors, business, cities and subnational governments that contribute to the implementation of the Convention and its outcomes	A total of 55 such partnerships were concluded in the reporting period
	Participation of the Executive Secretary in other organizations’ events	The Executive Secretary attended 134 events during the reporting period

Objective 4: continue to develop the secretariat as a well-managed, top-performing institution with a healthy working culture

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The secretariat’s internal processes and operations are effective, efficient and environmentally sustainable	Net cost savings resulting from efficiency measures	In the reporting period, the secretariat continued a number of initiatives to make its operations more efficient, including through the streamlining of its Information and Communication Technology (ICT) services and a more efficient ICT project and services management. The secretariat also sought efficiencies by maximizing existing staff capacity through projects cutting across programme boundaries and internal reassignments. While it is possible to quantify cost savings in some areas, it is difficult to provide an overall figure for net cost savings resulting from the totality of the secretariat’s efforts
	Amount of greenhouse gas (GHG) emissions per secretariat staff member from headquarters operations and travel of staff and supporting personnel, except for travel to sessions of the COP. Baseline: 3 t CO ₂ eq per capita per	The GHG emissions resulting from the secretariat’s facility operations and all staff travel, except for COP-related travel, amounted to 1,500 t CO ₂ eq, or 2.6 t CO ₂ eq per capita (staff and other personnel), in 2014, and 1,242 t CO ₂ eq, or 2.2 t CO ₂ eq per capita, in 2015

	annum. Target: 2.5 t CO ₂ eq per capita per annum ^d	
	The percentage of unavoidable residual GHG emissions from headquarters operations and all travel funded by the secretariat that is offset. Baseline: 100 per cent. Target: 100 per cent	The secretariat offset 100 per cent of its residual GHG emissions of 5,428 t CO ₂ eq in 2014 and 3,765 t CO ₂ eq in 2015 through the purchase and cancellation of Adaptation Fund certified emission reductions
Competent, motivated and geographically diverse staff balanced in gender are recruited, trained and retained	The percentage of staff from Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties). Actual figure as at March 2015: 50.2 per cent of staff in the Professional category and above were from non-Annex I Parties. Target: to increase the percentage of staff from non-Annex I Parties	A total of 45.9 per cent of staff in the Professional and higher levels were from non-Annex I Parties as at 30 June 2017
	The percentage of women in posts in the Professional category and above. Actual figure as at March 2015: 38.2 per cent of staff in the Professional category and above were women. Target: to increase this percentage to 50 per cent	A total of 40.2 per cent of staff in the Professional and higher levels were women as at 30 June 2017
	The level of satisfaction of staff with their job, management and development opportunities. Actual figure as at September 2013: more than 80 per cent of staff participating in a secretariat-wide survey expressed overall satisfaction with their current job, and 69 per cent expressed their satisfaction with the overall quality of management of the secretariat. Altogether, 45 per cent of the respondents expressed the view that they had adequate opportunities to advance their career. Target: to increase the level of staff satisfaction	Actual figures as at May 2016 on the level of satisfaction of staff with their job, management and development opportunities: 80 per cent of staff participating in a secretariat-wide survey expressed overall satisfaction with their current job; and 68 per cent expressed their satisfaction with the overall quality of management of the secretariat. Altogether, 61 per cent of the respondents expressed the view that they had adequate opportunities to advance their career
The secretariat has the required financial resources to implement mandates given to it by the COP and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol	The percentage of mandated outputs that cannot be delivered as a result of insufficient funding. Actual result for the period January–June 2014: less than 1 per cent. Target: to reduce this percentage to 0 per cent	While funding was generally sufficient in the reporting period for the delivery of outputs mandated to the secretariat, some activities were affected by a lack of financial resources. This includes the global national adaptation plan (NAP) Expo, which was planned for April 2017 but had to be postponed to 2018. Similarly, resource constraints led to a decrease in the number of individual reviews of GHG inventories of Annex I Parties in 2017 from 44 to 22
	The contribution rate to the core budget. Actual: 65 per cent of the indicative contributions for the biennium 2014–2015 had been received by the secretariat by 31 March 2015. Target: to increase the contribution rate	EUR 41 million, or 77 per cent of the indicative contributions to the core budget expected for 2016–2017, had been received as at 31 March 2017. While this is an increase compared with the previous biennium, core contributions received at that point in time remain behind what is required, and it should be recalled that all contributions are due on 1 January each year

	The ratio of actual expenditure to the approved budget. Actual result for the biennium 2012–2013: 99.4 per cent. Target: to maintain this percentage in the biennium 2016–2017	The implementation rate of the core budget for 2016–2017 had reached 72.6 per cent through to June 2017
Financial resources are managed in a sound manner and are utilized to maximize the benefit to the UNFCCC process	The implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters. Baseline: implementation rate as at 30 June 2014 was 83 per cent. Target: 90 per cent implementation rate	The final Board of Auditors report had not been issued by 30 June 2017; however, the provisional report indicated that 91 per cent of audit recommendations were under implementation or fully implemented. The not implemented status of 9 per cent represented one audit recommendation that was not accepted by the UNFCCC

^a See document FCCC/SBI/2011/16, page 33.

^b http://unfccc.int/files/paris_agreement/application/pdf/pa_progress_tracker_200617.pdf.

^c The next survey on the level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with the secretariat's support will be conducted in 2018.

^d Emissions are calculated by UN Environment/Sustainable United Nations for the entire United Nations system in the second half of the year following their generation.

Table 18

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Mitigation, Data and Analysis programme

Objective 1: support Parties included in Annex I to the Convention in the communication and consideration of information on the implementation of the relevant provisions of the Convention, its Kyoto Protocol and relevant decisions^b

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided for the fulfilment of reporting and review requirements in relation to information provided by Parties included in Annex I to the Convention (Annex I Parties) under the Convention and its Kyoto Protocol	All greenhouse gas (GHG) inventories from Annex I Parties and relevant supplementary information submitted on time during the biennium are received and reviewed by international expert teams within the mandated time frames	<p>All of the GHG inventory submissions from Parties in 2016 and 2017 have been received</p> <p>With respect to the review of the submissions, as at 30 June 2017, 51 annual review reports (24 for 2015 and 26 for 2016)^c had been finalized and published, as well as 17 review reports of the calculation of the assigned amount for the second commitment period. The remaining review reports will be finalized during the remaining part of 2017. Therefore, the review process for 2016 is anticipated to be fully finalized during the biennium</p> <p>Preparations are under way for the technical reviews of the 2017 GHG inventory submissions of Annex I Parties, in accordance with the mandated timelines. Preparations were also initiated for the review of the initial reports for the second commitment period of the Kyoto Protocol for the Parties that will submit those reports in 2017. Considering the challenges that the secretariat has faced in 2017 related to insufficient resources from the core budget and supplementary funding to support the review of GHG inventories, the secretariat is organizing the 2017 review of the GHG inventories for half of the Annex I Parties; therefore, for the 2017 reviews only 50 per cent of the target will be achieved. This issue and its implications for the review planning process was discussed at the 14th meeting of GHG inventory lead reviewers, held in Bonn on 8 and 9 March 2017</p>

	<p>All national communications and relevant supplementary information and biennial reports from Annex I Parties are received and reviewed by international expert review teams, and relevant reports are published within the biennium</p>	<p>Preparations for the forthcoming submission cycle of third biennial reports and seventh national communications from Annex I Parties were launched and a dedicated submission portal has been developed and made available to facilitate the submission process. The biennial report common tabular format application has been revised and enhanced in 2017 on the basis of the feedback from Parties following the submission of their second biennial reports</p>
	<p>All reports relating to the implementation of final accounting for the first commitment period of the Kyoto Protocol are prepared and published in accordance with the mandates</p>	<p>All submitted reports upon expiration of the additional period for fulfilling commitments (true-up period) for the first commitment period of the Kyoto Protocol have been reviewed by teams of experts nominated by Parties. Final review reports for 36 Annex B Parties to the Kyoto Protocol were published before 1 August 2016, except for that for Ukraine, which will be published before 1 September 2017 following the recommendation of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (FCCC/KP/CMP/2016/8, paragraph 50)</p> <p>The final compilation and accounting report for Ukraine will be finalized upon completion of the associated review process</p>
<p>The international assessment and review of GHG emissions and removals relating to quantified economy-wide emission reduction targets for developed country Parties is facilitated and completed within the biennium</p>	<p>All submitted second biennial reports are reviewed in 2016 and review reports are published within the framework set out in the relevant decision</p>	<p>All submitted second biennial reports have been reviewed by teams of experts nominated by their governments. Review reports for 24 Annex I Parties were published before 1 August 2016</p> <p>The remaining reports were published by 6 December 2016, well before the 15-month completion deadline for reviews stipulated in the “Guidelines for the technical review of information reported under the Convention related to greenhouse gas inventories, biennial reports and national communications by Parties included in Annex I to the Convention”^d</p>
	<p>Multilateral assessment for all Annex I Parties under the Subsidiary Body for Implementation (SBI) is finalized within the biennium</p>	<p>A total of 24 Parties were multilaterally assessed at the working group session during SBI 45 and 17 Parties during SBI 46^e</p>
	<p>The compilation and synthesis of second biennial reports is prepared for consideration by the SBI in 2016 and mandated technical papers are prepared before the deadlines</p>	<p>The compilation and synthesis of second biennial reports was published in October 2016 and considered at SBI 45 and SBI 46</p>
<p>Training courses are updated, revised and completed and a sufficient number of experts are trained and ready to participate in the reviews under the Convention and its Kyoto Protocol</p>	<p>The number of experts participating in the GHG inventory review training courses per year. Baseline and target: 30–60 experts per year</p> <p>The number of experts participating in the biennial report and national communication review training courses per year. Baseline and target: 25–50 experts per year</p>	<p>A refresher seminar for experienced reviewers was held on 29 February 2016 and 8 March 2017 with the participation of 55 and 64 experienced experts and lead reviewers, respectively. Two periods of training courses and training seminars for the review of GHG inventories under the Convention were held in April 2016 and March 2017 and 58 experts participated. In addition, as at 30 June 2017, 63 experts had participated in the non-instructed training courses for the review of GHG inventories in 2016 and 2017</p> <p>Eighty-five experts took the courses on the review of</p>

national communications and biennial reports in 2016. As at 30 June 2017, four courses on the review of biennial reports and national communications had been updated for their launch in September 2017

The availability of timely updates of training materials. Target: up to six courses are updated, revised and completed, and up to three new courses are developed by the end of the biennium

Five training courses for the review of supplementary information reported for the second commitment period of the Kyoto Protocol were developed and launched in 2016. In addition, the revision of four training courses for the review of information reported under the Convention was launched and it is expected to be completed by the end of 2017. No new courses, such as those to support the implementation of the Paris Agreement, were developed because the required guidance has not yet been finalized through Parties' negotiations

Objective 2: support Parties not included in Annex I to the Convention in the preparation and submission of their national communications and biennial update reports, including greenhouse gas inventory information, and in the preparation and implementation of nationally appropriate mitigation actions under the Convention and the implementation of the international consultation and analysis of biennial update reports^f

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided to Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) in the fulfilment of their reporting requirements under the Convention	At least 300 experts from non-Annex I Parties are trained	A total of 375 experts from 120 non-Annex I Parties were trained during the reporting period: 239 national experts from 120 non-Annex I Parties were trained on how to use the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) 2006 IPCC Guidelines on National Greenhouse Gas Inventories and also on how to set up sustainable national GHG inventory management systems; 136 experts from 100 non-Annex I Parties were trained in the preparation of biennial update reports (BURs); in cooperation with the German Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, 99 experts from 52 countries were trained to prepare and implement their nationally appropriate mitigation actions (NAMAs) and to prepare their intended nationally determined contributions (INDCs); and 170 experts were trained and certified to participate in the technical analysis of BURs
	Increase in the number of submitted reports from non-Annex I Parties compared with the previous biennium	As at 30 June 2017, 34 national communications had been submitted by non-Annex I Parties: 2 first national communications, 10 second national communications and 21 third national communications and 1 fourth national communication. A total of 14 first BURs and 6 second BURs had been submitted. Several additional national communication/BUR submissions are expected by the end of the biennium, bringing the total number of such submissions to about 60, compared with 56 in the previous biennium
The NAMA registry is established effectively and updated regularly	At least 80 per cent of all developing countries have access to the NAMA registry	During the reporting period, 67 per cent of all developing countries had access to the NAMA registry
	The number of mitigation actions and the provision of support recorded in the NAMA registry and the extent of matching of action and support is significantly higher than the current baseline of 87 NAMAs, 14 sources of support and eight matches of NAMAs with support	The registry currently contains 146 NAMA entries submitted by developing countries, 18 entries on sources of support and 17 matches of NAMAs with support

<p>The international consultation and analysis of BURs from developing countries is facilitated</p>	<p>The online training course for experts in supporting the technical analysis of BURs has been developed and is operational</p>	<p>The online training course for experts supporting the technical analysis of BURs has been in full operation</p>
	<p>100 experts are trained to participate in the analysis of BURs</p>	<p>As at 30 June 2017, three rounds of training courses had been implemented since 1 January 2016, bringing the number of certified experts who are now eligible to participate in the technical analysis of BURs to 170</p>
	<p>All BURs submitted by developing countries are analysed within six months of their submission</p>	<p>A total of 20 BURs were submitted in the reporting period, 14 first BURs and 6 second BURs. Of those, 19 BURs, as well as three reports submitted in 2015, were technically analysed in the reporting period, within six months of their submission. Three of the submitted BURs included technical annexes on REDD-plus^g results, which underwent parallel technical analysis during the same period</p>
	<p>Workshops on facilitative sharing of views (FSV) are organized</p>	<p>The first-ever workshop for FSV was successfully launched in May 2016, followed by two additional rounds of FSV at SBI 45 and SBI 46. In total, 30 non-Annex I Parties went through FSV during the reporting period</p>

Objective 3: improve the methodological and scientific bases for enhancing the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol^h

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
<p>Effective support is provided for the consideration of the scientific and methodological issues relating to mitigation</p>	<p>The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p>	<p>All mandated outputs were delivered on time, including the organization of two in-session workshops on agriculture and one in-session workshop on land use, land-use change and forestry (LULUCF), held at the forty-fourth session of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA). All reports on these mandated events were delivered on time for consideration by the SBSTA. Discussions on these matters at the three sessions of the SBSTA in the reporting period advanced</p>
<p>Work on methodological and scientific matters related to LULUCF and agriculture as well as REDD-plus in developing countries is facilitated</p>	<p>The proportion of mandated outputs, including mandated reports and technical papers, on LULUCF, agriculture and REDD-plus delivered and delivered on time</p>	<p>All mandated outcomes were delivered and delivered on time. In particular, the secretariat prepared a synthesis report on the technical assessment process for REDD-plus forest reference emission levels and forest reference levels (as mandated in decision 13/CP.19, paragraph 4) for consideration at SBSTA 44</p> <p>The secretariat facilitated the organization of two voluntary meetings on the coordination of support for REDD-plus (the third and fourth). Approximately 140 REDD-plus focal points, Party delegates and representatives of international organizations and civil society participated in each of the meetings. The secretariat supported the Conference of the Parties (COP) Presidencies in their outreach to Parties and other stakeholders for relevant input to and presentations at the meetings. In addition, the secretariat supported the COP Presidencies in producing relevant outreach media material, such as producing a brief video clip and news article, as well as ensuring that the summary of key messages of the meetings prepared by the COP Presidencies was made available on the REDD+ Web Platform</p>

<p>Work on other methodological and scientific matters, including in the areas of common metrics, international aviation and maritime transport and fluorinated gases, is facilitated</p>	<p>The proportion of mandated outputs, including mandated technical papers on common metrics, international aviation and maritime transport and fluorinated gases, delivered and delivered on time</p>	<p>All mandated outputs were delivered and delivered on time. Discussions on all matters under the SBSTA advanced and two mandated outputs in the form of miscellaneous documents were delivered</p>
<p>Effective support is provided for the implementation of the Warsaw Framework for REDD-plus</p>	<p>The proportion of the technical assessments of forest reference levels/forest reference emission levels concluded and concluded on time</p>	<p>During the reporting period, 20 submissions of forest reference emission levels and forest reference levels were received from developing country Parties (9 submissions in 2016 and 11 submissions in 2017)</p> <p>The centralized technical assessment of the submissions was held in mid-March in 2016 and 2017 in Bonn with the participation of 40 LULUCF experts and an observer from the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention at each session. A total of 75 per cent of the technical assessment reports for the 2016 session have been completed and published.^k The technical assessment process for 2017 is ongoing and expected to be concluded by the end of November 2017</p>
	<p>All guidance on the enhancement of the information hub on the web platform^l on the UNFCCC website is implemented by the deadlines set by Parties</p>	<p>The Lima REDD+ Information Hub on the REDD+ Web Platform on the UNFCCC website was developed at the end of 2014 and has been maintained in the biennium 2016–2017; all relevant guidance has been implemented</p>
	<p>The number of entries inserted by the secretariat in the information hub following the guidance in decision 9/CP.19, paragraph 14</p>	<p>During the reporting period, 55 new submissions were shared on the REDD+ Web Platform. One developing country Party has entered its assessed REDD-plus reference level and results on the information hub and at least two other developing country Parties are preparing similar information. The number of new registered users of the web platform during the reporting period, including the discussion forum, reached 145</p>
<p>Cooperation with intergovernmental organizations involved in activities related to reducing emissions from deforestation and forest degradation in developing countries (REDD) as well as activities related to LULUCF, agriculture, international maritime and aviation transport and fluorinated gases is maintained and further strengthened</p>	<p>The number of meetings of relevant intergovernmental organizations attended by UNFCCC staff to ensure that their activities related to REDD, LULUCF, agriculture, international maritime and aviation transport and fluorinated gases actively contribute to the objective of the Convention has increased by at least 20 per cent since the previous biennium</p>	<p>The secretariat attended 18 meetings on REDD, LULUCF and agriculture, 6 meetings in relation to international aviation and maritime transport, and 2 meetings on fluorinated gases and common metrics, which is in total an increase of 38 per cent on the previous biennium (in the same period of the previous biennium, 13 meetings were attended)</p>

Objective 4: support Parties, in particular developing country Parties, in addressing their specific needs and concerns arising from the impact of the implementation of response measures^l

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided to work relating to the impact of the implementation of response measures	Progress in consolidating and streamlining agenda items on response measures	Parties' agreement on an improved forum on the impact of the implementation of response measures and for the forum to serve the Paris Agreement ensures the continued discussion of all agenda items on response measures in the context of the forum
	Enhanced reporting on response measures in national communications and BURs	The number of developed country Parties that provided information on response measures shows an increase in the second biennial reports in comparison with in the first biennial reports. The reporting has become more comprehensive, including procedures for the assessment of the impacts of proposed policy initiatives, and information on the expected direct and indirect environmental, social and economic effects on developing countries resulting from their most important policy actions. Owing to the voluntary nature of reporting on response measures and related information, no major trend in reporting was observed in the submitted BURs from developing country Parties
Parties have an enhanced understanding of impacts of response measures and are better able to cooperate among themselves and with other relevant stakeholders to address and report on such impacts	Increased willingness of Parties to consider and address technical issues related to response measures	Three technical papers on the assessment of impacts, economic diversification and just transition of the workforce were mandated and prepared
	International cooperative arrangements are established	After Parties' agreement on the terms of reference for the ad hoc technical expert groups under the improved forum at the forty-fourth sessions of the subsidiary bodies, an ad hoc technical expert group meeting on economic diversification and just transition in the context of sustainable development was held

Objective 5: support Parties in the implementation of the Paris Agreement and the technical examination process of opportunities with high mitigation potential, including those with adaptation, health and sustainable development co-benefits^m

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The implementation of the Paris Agreement is supported as required		Three sessions of the Ad Hoc Working Group on the Paris Agreement (APA) and three sessions of the SBI and the SBSTA took place in the reporting period. The programme coordinated the work of the APA and the SBI as a whole and provided policy, technical and logistical support in relation to a large number of agenda items of the APA, the SBI and the SBSTA
		The programme assisted the COP Presidency with the planning of the 2018 facilitative dialogue, including consultations during the sessions in May 2017
Effective support is provided to the work relating to the preparation and consideration of INDCs from all Parties	The number of submissions communicating INDCs considered during the biennium	The secretariat, in response to decision 1/CP.20, set up a platform for the communication and publication of INDCs. A registry for nationally determined contributions (NDCs) was deployed in May 2016. A total of 147 Parties received assistance with conversion with their first NDC, 8 with revisions to

		<p>their INDC prior to submitting their first NDC and 4 with their long-term emission development strategies. Altogether, Parties made 144 submissions of NDCs during the reporting period</p> <p>The secretariat updated the synthesis report on the assessment of the aggregate effect of INDCs, which was issued in accordance with the mandate by 1 October 2015. An updated version was released on 2 May 2016</p>
Effective support is provided to the technical examination process	The number of meetings organized by the secretariat	In the reporting period, four technical expert meetings were held at the May 2016 and 2017 sessions of the subsidiary bodies, covering urban environment, the land sector, the social and economic value of carbon, and public transport and fuel efficiency. In addition, one regional technical expert meeting was held in Africa
	The number of new initiatives launched	One new initiative on climate change and buildings was launched

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

^b Articles 4 and 12 of the Convention, Articles 5, 7 and 8 of the Kyoto Protocol and decisions 10/CP.2, 31/CP.7, 3/CP.8, 17/CP.8, 2/CP.9, 12/CP.9, 8/CP.11, 1/CP.13, 10/CP.15, 1/CP.16, 2/CP.17, 15/CP.17, 1/CP.18, 2/CP.18, 19/CP.18, 20/CP.18, 1/CP.19, 23/CP.19, 24/CP.19, 13/CP.20 to 15/CP.20, 13/CMP.1 to 16/CMP.1, 20/CMP.1, 22/CMP.1, 27/CMP.1, 8/CMP.5, 2/CMP.7 to 5/CMP.7, 1/CMP.8, 2/CMP.8, 7/CMP.8 and 12/CMP.8.

^c In accordance with decisions 20/CP.21 and 10/CMP.11, the review of the 2015 GHG inventory submissions shall be organized in conjunction with the review of the 2016 GHG inventory submissions for those Parties that did not undergo a review of the annual GHG inventory in 2015, in conjunction with the review of the report to facilitate the calculation of the assigned amount for the second commitment period of the Kyoto Protocol.

^d Decision 13/CP.20, annex, paragraph 17.

^e Multilateral assessment for one Party has been postponed due to its absence from the session.

^f Article 4, paragraphs 1, 3, 8 and 9, and Article 12, paragraphs 1(a–c) and 4, of the Convention and decisions 10/CP.2, 31/CP.7, 3/CP.8, 17/CP.8, 2/CP.9, 8/CP.11, 1/CP.13, 1/CP.16, 2/CP.17, 24/CP.18, 1/CP.19, 19/CP.19 and 20/CP.19.

^g In decision 1/CP.16, paragraph 70, the Conference of the Parties encouraged developing country Parties to contribute to mitigation actions in the forest sector by undertaking the following activities: reducing emissions from deforestation; reducing emissions from forest degradation; conservation of forest carbon stocks; sustainable management of forests; and enhancement of forest carbon stocks.

^h Decisions 4/CP.1, 18/CP.5, 1/CP.13, 2/CP.13, 4/CP.15, 1/CP.16, 2/CP.17, 12/CP.17, 1/CP.18, 1/CP.19, 9/CP.19 to 15/CP.19, 6/CMP.3 and 2/CMP.7.

ⁱ http://unfccc.int/methods_science/redd/items/4531.php.

^j All published technical assessment reports are available at <http://redd.unfccc.int/fact-sheets/forest-reference-emission-levels.html>. Two more reports from the 2016 session are in the final stages of the process (consideration of the report prepared by the technical assessment team by the Party) and are expected to be completed by the third quarter of 2017 as soon as Party approval of the report has been received.

^k Article 4, paragraphs 8–10, of the Convention, Article 2, paragraph 3, and Article 3, paragraph 14, of the Kyoto Protocol and decisions 5/CP.7, 1/CP.10, 1/CP.13, 1/CP.16 and 8/CP.17.

^l Articles 4 and 12 of the Convention, decisions 1/CP.19 and 1/CP.20 and further specific mandates to be considered at forthcoming sessions of the Conference of the Parties.

Table 19

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Finance, Technology and Capacity-building programme
Objective 1: support the intergovernmental process with regard to the mobilization, delivery and oversight of climate finance for adaptation and mitigation^b

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties are effectively supported in intergovernmental negotiations on issues related to the mobilization and delivery of climate finance	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Delivery of the mandated outputs was achieved during the reporting period: seven Subsidiary Body for Implementation (SBI)/Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA) conclusions, eight Conference of the Parties (COP)/Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) decisions and two informal notes under the Ad Hoc Working Group on the Paris Agreement. In addition to the long-term finance in-session event (see below), one mandated round table and one mandated in-session workshop under the SBSTA were successfully organized. The secretariat also successfully supported the COP 22 Presidency in its leadership of the high-level dialogue on climate finance
Effective support is provided for the implementation of the work programme of the Standing Committee on Finance (SCF)	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Delivery of all mandated outputs was achieved during the reporting period through the organization of four meetings of the SCF and two retreats, and the preparation of the SCF report to the COP. Some of the main outputs include the 2016 biennial assessment and overview of climate finance flows, the SCF Forum, and the draft guidance to the Global Environment Facility and the Green Climate Fund. The secretariat supported the SCF in its continued coordination, outreach and cooperation with other constituted bodies and other institutions
	The number of views of the pages on the Financial Mechanism ^c and the finance portal ^d on the UNFCCC website. Baseline: 20,669 page views in the period January–June 2014. Target: to maintain that number of views	There were 35,157 page views in the reporting period
Effective support is provided to mandated activities relating to long-term finance and the measurement, reporting and verification of climate finance	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All mandated outputs were delivered on time as regards long-term finance through the successful organization of the in-session workshop on climate finance focusing on adaptation finance held during the forty-fourth sessions of the subsidiary bodies

Objective 2: support and enhance cooperation among Parties and relevant organizations on research, development, demonstration, deployment, diffusion and transfer of technologies for adaptation and mitigation^e

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided for intergovernmental work and negotiations on issues relating to technology	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All outputs required to be delivered during the reporting period were delivered on time. This includes the note by the secretariat on mapping climate technology development and transfer activities and initiatives under and outside the Convention relevant to the implementation of the Paris Agreement, and the

development and transfer		compilation and synthesis report by the secretariat on Parties' views on the scope and modalities for the periodic assessment of the Technology Mechanism
Effective support is provided in the implementation of the workplan of the Technology Executive Committee (TEC)	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All outputs required to be delivered during the reporting period in accordance with the TEC workplan were delivered on time. The TEC rolling workplan for 2016–2018 was adopted at TEC 12 in April 2016. The thematic dialogues on South–South cooperation on technologies for adaptation and industrial energy efficiency were successfully held at TEC 12 and TEC 14, respectively. The in-session workshop on linkages between the Technology Mechanism and the Financial Mechanism was held in conjunction with the forty-fourth sessions of the subsidiary bodies and a special event on innovation and climate change was held in conjunction with their forty-sixth sessions. Support was provided to the TEC intersessionally and during TEC 12, TEC 13 and TEC 14 in a timely manner
	The number of relevant stakeholders that contribute to the implementation of the TEC workplan	The TEC established six task forces to work intersessionally to support the implementation of its workplan for 2016–2018, including the active participation of representatives of 21 observer organizations
Effective support is provided in facilitating effective interaction between the TEC and the Climate Technology Centre and Network (CTCN) and provision of information on technology development and transfer	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Facilitated collaboration between the TEC and the CTCN on common mandated and joint activities is progressing in a satisfactory manner. The TEC and the CTCN initiated joint work on the research, development and demonstration of mitigation and adaptation technologies and in preparing updated procedures for the joint chapter of their joint annual report to the COP. The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time was 100 per cent
	Number of page views of the UNFCCC technology information clearing house TT: CLEAR. ^f Baseline: 357,908 page views in the period January–June 2014. Target: to maintain that number of views	TT: CLEAR received 114,537 page views in the reporting period

Objective 3: enhance the capacity of Parties to enable the full, effective and sustained implementation of the Convention and its Kyoto Protocol^g

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided for intergovernmental negotiations on issues related to capacity-building	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Delivery of the mandated outputs during the reporting period was as follows: five SBI conclusions and three COP/CMP decisions, including on the terms of reference of the Paris Committee on Capacity-building (PCCB); and five mandated documents prepared: four compilation and synthesis reports on capacity-building implementation and one technical paper on the review of the capacity-building framework. The first meeting of the PCCB was successfully convened, including the one-day technical exchange on its focus theme. All seven background documents prepared for the meeting, representing 100 per cent of the mandated outputs, were delivered on time

The Durban Forum on capacity-building is facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Two in-session Durban Forums on capacity-building were held during SBI 44 and 46 and two summary reports were published and disseminated. All mandated documents, such as the synthesis paper on capacity-building activities of the constituted bodies and the compilation and synthesis of activities to implement the framework for capacity-building in developing countries, representing 100 per cent of the mandated outputs, were delivered on time
The implementation of the frameworks for capacity-building is facilitated	The number of organizations that reported on their contribution to the implementation of the frameworks for capacity-building	Forty organizations provided information on their activities undertaken to implement the capacity-building frameworks

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

^b Article 11 of the Convention and decisions 1/CP.13, 1/CP.16, 2/CP.17, 3/CP.17, 1/CP.18, 3/CP.19 and 1/CMP.3.

^c http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/items/2807.php.

^d <http://unfccc.int/financeportal>.

^e Decisions 4/CP.7, 3/CP.13, 4/CP.13, 1/CP.16, 2/CP.17, 4/CP.17, 1/CP.18, 13/CP.18, 14/CP.18 and 25/CP.19.

^f <http://unfccc.int/ttclear>.

^g Article 10(e) of the Kyoto Protocol and decisions 2/CP.7, 3/CP.7, 2/CP.10, 3/CP.10, 4/CP.12, 6/CP.14, 1/CP.16, 2/CP.17, 13/CP.17, 1/CP.18, 29/CMP.1, 6/CMP.2, 6/CMP.4, 11/CMP.6, 15/CMP.7, 10/CMP.8 and 11/CMP.8.

Table 20

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Adaptation programme

Objective 1: support Parties, in particular developing country Parties, in assessing impacts, vulnerability and risks and in developing and implementing adaptation plans, policies and actions^b

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The work of the Adaptation Committee is successfully facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All mandated activities were delivered on time during the reporting period: the secretariat organized the 9 th , 10 th and 11 th regular meetings of the Adaptation Committee, the 3 rd Adaptation Forum, technical expert meetings held under the technical examination process on adaptation during the forty-fourth and forty-sixth sessions of the subsidiary bodies, three side and special events during the same sessions of the subsidiary bodies and the twenty-second session of the Conference of the Parties (COP), and several formal and informal meetings with members of the Least Developed Countries Expert Group (LEG), in collaboration with the Standing Committee on Finance (SCF), to conduct work on joint mandates arising from decision 1/CP.21. The secretariat supported the Adaptation Committee in its continued collaboration with other institutional arrangements under the Convention and with non-Party stakeholders
	The proportion of working papers and information products delivered in support of the workplan of the Adaptation Committee and delivered on time	All documents and information products were produced on time. The secretariat produced a total of 33 mandated background papers for the three regular meetings of the Adaptation Committee held during the reporting period. It has also been supporting the Adaptation Committee by researching information and preparing presentations for other meetings involving representation of the Adaptation Committee

<p>The process for the formulation and implementation of national adaptation plans (NAPs) is facilitated</p>	<p>The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p>	<p>All mandated activities were delivered on time. Three LEG regional training workshops on NAPs, a global NAP Expo and a regional NAP Expo organized in the reporting period were successfully supported, and LEG and staff members participated in a number of NAP-related workshops organized by partner organizations. A global NAP Expo planned for April 2017 was postponed to 2018 due to resource limitations. The enhancement of NAP Central is ongoing, and so is the collection of information on NAPs through an online questionnaire and interviews with countries to support the assessment of progress of NAPs under the Subsidiary Body for Implementation (SBI)</p>
<p>The implementation of the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change (NWP) is facilitated</p>	<p>The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p>	<p>All expected outputs mandated for the reporting period were delivered on time. To support enhanced action on adaptation through the NWP, the outcomes under the NWP, as a knowledge-for-action network for climate resilience, include:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Providing continuous knowledge support to the Adaptation Committee and the LEG – Engaging a growing network of non-Party stakeholders in sharing their experience and expertise – Capturing and synthesizing the latest adaptation information and knowledge – Fostering science-policy-practice collaboration to close identified knowledge gaps – Disseminating knowledge and fostering learning to boost adaptation action at all levels
<p></p>	<p>A steady increase in the number of actions carried out within the framework of the NWP by its partners. Total number of action pledges as at March 2015 stood at 184</p>	<p>The NWP has engaged relevant organizations as partner organizations, which are committed to aligning their activities with the objectives of the NWP and to carrying out joint initiatives, including through action pledges and collaborative actions. The number of NWP partner organizations as at July 2017 stood at 343, and 189 action pledges had been made by NWP partner organizations</p>
<p></p>	<p></p>	<p>In order to execute parallel work on the thematic areas of human health and ecosystems and interrelated areas such as water resources and human settlements, the secretariat undertook several actions in partnership with NWP partner organizations and relevant expert organizations (e.g. the World Health Organization in the context of health, members of the Friends of Ecosystem-based Adaptation network in the context of ecosystems, and the United Nations Human Settlements Programme, ICLEI - Local Governments for Sustainability and the Urban Climate Change Research Network on human settlements)</p>
<p>Work on loss and damage under the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts and its Executive Committee is facilitated and supported</p>	<p>The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p>	<p>All mandated activities were delivered on time during the reporting period: the secretariat organized the 2nd, 3rd, 4th and 5th regular meetings of the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism, expert briefings on the margins of the 2nd and 3rd meetings of the Executive Committee, the 1st meeting of the expert group on non-economic losses, the 1st meeting of the Task Force on Displacement, and a side event at the forty-fourth sessions of the subsidiary bodies. The secretariat produced a total of 30 documents in a timely manner</p>

to support those meetings. The secretariat supported the Executive Committee in its continued collaboration with other institutional arrangements under the Convention and non-Party stakeholders and expert bodies, including organizing a technical meeting on migration, displacement and human mobility. It has also been supporting the Executive Committee by collecting, researching, compiling and synthesizing relevant information, developing 19 knowledge products upon request by the Executive Committee, and preparing presentations for other meetings involving representation of the Executive Committee

The work of the LEG in relation to NAPs, the implementation of national adaptation programmes of action and other elements of the least developed countries work programme are successfully facilitated

The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time

All mandated activities were delivered on time. The LEG was effectively supported in holding three meetings and three regional training workshops on NAPs, a global NAP Expo and a regional NAP Expo. Thirty background documents were prepared to support the LEG meetings as well as all presentation materials for the training workshops and the expos. The LEG was also ably supported during its joint meetings and work with the Adaptation Committee and in providing inputs to the work of other constituted bodies, including the Technology Executive Committee and the SCF. A side event was held at each SBI session, while two high-level events were held during COP 23 on NAPs and on sustainable development benefits of adaptation

The level of satisfaction of users of the knowledge products prepared by the LEG and the secretariat

Positive feedback was consistently received from users, during LEG meetings and training workshops and during the 2016 NAP Expo

Objective 2: support the review of the adequacy of the long-term global goal and the consideration of matters related to science, research and systematic observation^c

Expected result(s)

Performance indicator(s)

Performance data

Work by the Convention bodies on matters related to science, research and systematic observation is facilitated

The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time

All mandated outputs were delivered on time

The number of international and regional programmes and organizations taking part in the research dialogue under the Convention. Baseline and target: eight programmes and/or organizations

A total of 24 and 29 international and regional programmes participated in the 8th and 9th research dialogues, respectively
New modalities were used – an information note prepared by the Chair of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA) and a poster campaign held before the dialogue – to engage participants and encourage involvement and discussions, resulting in a larger attendance compared with in previous years

Implementation of recommendations of the 2013–2015 review on the adequacy of the long-term global goal is facilitated

The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time

Outputs were delivered on time

Support was provided to the negotiations on the scope of the periodic review under the Convention. The scientific community responded positively to the encouragement to address information and research gaps identified during the structured expert dialogue and the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) decided to produce the special report requested by COP 21. An information note was prepared that summarized the status of work under

<p>The implementation of the outcomes of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action based on a long-term approach and science-based management of the global pathway is supported</p>	<p>The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p>	<p>related items and the lessons learned from the 2013–2015 review. The scope of the periodic review will be further addressed in 2019</p> <p>Outputs were delivered on time</p> <p>Support was provided in relation to the agenda items on matters relating to the global stocktake under the Paris Agreement under the Ad Hoc Working Group on the Paris Agreement (APA), considering the advice of the SBSTA on how the IPCC assessments can inform the global stocktake. A special SBSTA–IPCC event was held at SBSTA 44 and an information note was prepared by the SBSTA Chair to support Parties’ preparations for the event</p>
--	---	---

Objective 3: engage a wide range of stakeholders and widely and effectively disseminate information, including through the UNFCCC website^d

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
<p>A wide range of stakeholders is engaged in the implementation of all relevant mandates</p>	<p>The number of collaborative activities among organizations and between Parties and organizations facilitated. Baseline: nine events as at June 2014. Target: 14 events</p>	<p>The number of collaborative activities among organizations and between Parties and organizations has increased to 25, exceeding the target of 14. Events included 10 technical meetings and 15 knowledge-sharing and outreach events, which all featured the participation of Parties, non-Party stakeholders and United Nations agencies</p>
	<p>The number of new stakeholders that are engaged in adaptation</p>	<p>The number of stakeholders engaged has increased by about 10 per cent compared with in the baseline period</p> <p>In terms of outreach, over 13,000 stakeholders engaged on the Adaptation Exchange Facebook account, with an average reach of 10,000–20,000 users per week</p>
<p>Comprehensive and user-friendly information is made available in a timely manner</p>	<p>The information contained in the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation^e is regularly updated. Baseline and target: to update the information every two weeks</p>	<p>The information on the UNFCCC website has been updated every two weeks</p>
	<p>The number of visits to the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation</p>	<p>There were more than 300,000 unique visits during the reporting period</p>

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

^b Article 4, paragraphs 8 and 9, and Articles 5, 9, 10 and 12 of the Convention and decisions 5/CP.7, 28/CP.7, 1/CP.10, 2/CP.11, 4/CP.11, 1/CP.13, 8/CP.13, 1/CP.16, 6/CP.16, 5/CP.17 to 7/CP.17, 3/CP.18, 11/CP.18, 12/CP.18, 2/CP.19, 17/CP.19, 18/CP.19 and 2/CP.20.

^c Article 2, Article 4, paragraph 1(g) and (h), and Articles 5, 9 and 12 of the Convention and decisions 8/CP.3, 14/CP.4, 5/CP.5, 11/CP.9, 5/CP.10, 11/CP.13, 9/CP.15, 1/CP.16, 2/CP.17, 16/CP.17 and 1/CP.18.

^d Decisions 2/CP.11, 1/CP.13, 1/CP.16, 6/CP.16, 2/CP.19 and 17/CP.19.

^e <http://unfccc.int/adaptation/items/4159.php>.

Table 21

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Sustainable Development Mechanisms programme
Objective 1: realize the full potential of sustainable development mechanisms to enhance the implementation of the Convention^b

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Work programmes of the intergovernmental bodies on the further development of project-based mechanisms are facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All (4 of 4) of the mandates from the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol are being delivered in accordance with the specified timelines ^b
Parties are supported in their consideration and development of further market-based and other collaborative mechanisms	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All (2 of 2) of the mandates from the Subsidiary Body for Implementation (FCCC/SBI/2016/8, paragraph 54) and the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (FCCC/SBSTA/2016/2, paragraph 79) at their forty-fourth sessions were delivered in the second half of 2016

Objective 2: support and optimize the operation of the clean development mechanism^c

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Meetings of the clean development mechanism (CDM) Executive Board and its panels and working groups are efficiently organized and well supported	The level of satisfaction of the members of the CDM Executive Board with the support provided	All survey respondents indicated they were satisfied with the support provided during the reporting period
	The proportion of meeting documents made available in accordance with the rules of procedure of the CDM Executive Board	The secretariat organized and supported eight meetings of the CDM Executive Board and 99 per cent (117 of 118) of meeting documents were made available in accordance with the rules and procedures. One document was a late submission in 2016
	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All (176) mandated outputs were delivered on time. In addition, 55 mandated outputs are in progress and scheduled to be delivered on time
The operation of the CDM is facilitated efficiently	The proportion of methodology cases (new methodologies and revision of existing ones) processed within the specified timelines	All of the methodology cases were processed within the timelines specified by the procedures; and 80 cases developed under bottom-up and top-down workstreams were processed within the specific timelines
	The proportion of new registrations processed within the specified timelines	In total, 97 per cent of new project registrations and 90 per cent of new programme of activities (PoA) registrations were processed within the specified timelines
	The proportion of issuance instructions processed within the specified timelines	In total, 97 per cent of project issuance instructions and 93 per cent of PoA issuance instructions were processed within the specified timelines
	The proportion of applications for accreditation processed within the specified timelines	No applications were received during the reporting period
Participation in CDM project activities and PoAs is facilitated	The number of standards developed or simplified that are relevant to low-income communities (including the development of standardized	Eleven standards were developed or simplified that are relevant to low-income communities. In addition, 34 standardized baselines are being processed

baselines)

The number of countries with 10 or more registered projects

The number of countries with 10 or more registered CDM activities is 45 (37 with CDM project activities and 8 with PoAs)

The number of PoA registrations in underrepresented regions

A total of 108 PoAs were registered in 63 underrepresented countries and 214 project activities were registered in 62 underrepresented countries in the reporting period

Objective 3: support and optimize the operation of joint implementation^d

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Meetings of the Joint Implementation Supervisory Committee (JISC) and of its panels and working groups are efficiently organized and well supported	The level of satisfaction of the members of the JISC with the support provided	All survey respondents indicated they were satisfied with the support provided during the reporting period
	The proportion of meeting documents made available in accordance with the rules of procedure of the JISC	All (26) mandated outputs were delivered on time. In addition, one mandated output is in progress and scheduled to be delivered on time
	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All mandated outputs were delivered on time Of the 27 mandated outputs, 26 were delivered in accordance with the specified timelines and 1 is ongoing and up to now in accordance with the relevant timeline
The operation of the joint implementation track 2 procedure ^e is facilitated efficiently	The proportion of determination cases processed within the specified timelines	No determination cases were received during the reporting period
	The proportion of verification cases ^f processed within the specified timelines	No verification cases were received during the reporting period
	The proportion of applications for accreditation processed within the specified timelines	No applications for accreditation were received during the reporting period

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

^b See http://cdm.unfccc.int/Nairobi_Framework/index.html.

^c Article 4, paragraph 2(a), of the Convention, Articles 3, 6, 12 and 17 of the Kyoto Protocol and decisions 1/CP.13, 1/CP.16, 1/CMP.1, 1/CMP.6, 3/CMP.6, 4/CMP.6 and 7/CMP.6.

^d Article 12 of the Kyoto Protocol and decisions 2/CMP.1 to 8/CMP.1, 1/CMP.2, 2/CMP.3, 2/CMP.4, 2/CMP.5, 3/CMP.6 and 7/CMP.6.

^e Article 6 of the Kyoto Protocol and decisions 9/CMP.1, 10/CMP.1, 2/CMP.2, 3/CMP.2, 3/CMP.3, 5/CMP.4, 3/CMP.5 and 4/CMP.6.

^f The verification procedure under the JISC, defined in decision 9/CMP.1, annex, paragraphs 30–45.

Table 22

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Legal Affairs programme
Objective 1: provide legal advice and services so that the Convention and its Kyoto Protocol and any related legal instruments, as well as the agreed outcomes under the Bali Road Map and the Doha Climate Gateway and the expected outcomes of the negotiations under the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action, are implemented and the associated intergovernmental process is conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The Convention and its Kyoto Protocol and any related legal instruments are interpreted and implemented in accordance with relevant legal, procedural and institutional requirements	The absence of complaints from Parties and other stakeholders regarding the timeliness and soundness of legal advice and services provided by the secretariat. Baseline: complaints are resolved within six months. Target: no complaints	During the reporting period, Legal Affairs (LA) issued at least 125 legal opinions on at least 19 different types of legal issue, 20 of which legal opinions were provided directly to Parties. The secretariat did not receive any complaints from Parties or other stakeholders regarding the timeliness and soundness of such legal advice or the legal support provided by the secretariat during the reporting period
	The absence of complaints from Parties with respect to the legal advice and services provided by the secretariat to the intergovernmental process. Baseline: complaints are resolved within six months. Target: no complaints	The intergovernmental process was one of the main areas of work of the LA programme during the reporting period. A total of 78 of the 125 legal opinions issued in the reporting period dealt with the legal, procedural and institutional requirements of the intergovernmental process
The bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol, including the governing, subsidiary and constituted bodies, as well as the intergovernmental process, function and operate in accordance with legal, procedural and institutional requirements	The proportion of concerns, issues or disputes raised by public/private entities in relation to constituted bodies under the Convention and its Kyoto Protocol or their members that are addressed and resolved expeditiously and amicably and do not result in legal action against these bodies and/or individuals serving on them. Baseline and target: concerns, issues or disputes are resolved within six months and no issues lead to legal action against any individual serving on such bodies	During the reporting period, LA processed 267 nominations for elections, as well as 18 intersessional replacements, for positions of members and alternate members to serve on governing, subsidiary and constituted bodies under the Convention, the Kyoto Protocol and the Paris Agreement No concerns or issues were raised by public or private entities or their members in the reporting period and there was no legal action brought against any individuals serving on constituted bodies
	The absence of complaints from Parties and members of constituted bodies with respect to the legal advice and services provided to bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol. Baseline: complaints are resolved within six months. Target: no complaints	The secretariat did not receive any complaints from Parties or members of constituted bodies with respect to the legal advice and support provided to bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol during the reporting period

Objective 2: facilitate the operations of the secretariat and the UNFCCC administrative and institutional process to ensure that they are conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The operations of the secretariat and the UNFCCC process are conducted in accordance with applicable United Nations rules and regulations and the legislative authority of the UNFCCC governing bodies and requirements	The proportion of legal instruments between the secretariat and actors such as governments, service providers and partner organizations that are concluded expeditiously and in a legally sound manner, thereby facilitating the smooth operation of the secretariat and protecting its interests and those of the UNFCCC process. Baseline and target: all legal instruments are concluded in a timely and legally sound manner and any disputes arising therefrom are settled within 12 months	In the reporting period, LA cleared 145 legal instruments concluded by the secretariat with government and other third parties, of which 117 were signed by the secretariat The secretariat did not receive any complaints from Parties or members of constituted bodies with respect to the legal advice and support provided to bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol during the reporting period
	The number of audit and other queries raised by the United Nations Office of Legal Affairs on the adequacy and appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat. Baseline and target: no audit or other queries raised by the United Nations Office of Legal Affairs	In the reporting period, no queries from the United Nations Office of Legal Affairs were received in relation to the appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat. While the final audit report had not been issued as at 30 June 2017, no audit queries on the adequacy and appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat in the reporting period had been brought to the attention of the secretariat

Objective 3: facilitate the effective operation of the compliance mechanism in support of the environmental integrity of the Kyoto Protocol and the credibility of the market mechanisms

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The Compliance Committee takes decisions on the basis of the best available information	The level of satisfaction expressed by members and alternate members of the Compliance Committee regarding the secretariat's support. Baseline and target: a high level of satisfaction	No complaints were raised by members or alternate members of the Compliance Committee with respect to the support provided by the secretariat in the reporting period. Owing to the significant changes in the membership of the Compliance Committee in 2017, the next regular survey on the level of satisfaction of the members and alternate members will be conducted in the second half of 2017 and information on the results will be made available in the next budget performance report
The Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) is provided with adequate and effective advice and support in the development of policy guidance to the Compliance Committee	The absence of complaints raised by Parties with respect to the legal advice and support provided by the secretariat in the development of policy guidance. Baseline and target: no complaints	The secretariat provided the CMP with support for the latter's consideration of the tenth annual report of the Compliance Committee, which was noted at CMP 12. No complaints were raised by Parties with respect to the legal support provided by the secretariat

Information on the actions taken by the Compliance Committee is made available to the Party concerned and other relevant actors, including the public, in a clear and timely fashion	Information on the actions taken by the Compliance Committee is made available in a clear and timely fashion. Baseline: ensure that 95 per cent of documents are issued within the required timelines. Target: ensure that 100 per cent of documents are issued within the timelines set out in the relevant procedures	In the reporting period, all Compliance Committee documents prepared by the secretariat were made available to the members and alternate members of the Compliance Committee and the public in accordance with the timelines set out in the annex to decision 27/CMP.1 and the annex to decision 4/CMP.2, as amended by decisions 4/CMP.4 and 8/CMP.9
--	---	---

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol. In addition, while the objectives set out in the 2016–2017 budget relate to the Convention and the Kyoto Protocol only, owing to the early entry into force of the Paris Agreement, a number of outputs and results of the work of Legal Affairs in the reporting period relate also to the Paris Agreement.

Table 23

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Conference Affairs Services programme

Objective 1: advance the climate change intergovernmental process through the attendance, active participation and collaboration of representatives of Parties at UNFCCC conferences and events

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The intergovernmental process is facilitated through the provision of information, in-depth insight and analysis, problem-solving and the treatment of delegates in accordance with protocol	The proportion of communications to which the Conference Affairs Services programme responds. Baseline and target: to ensure that the programme responds to 100 per cent of communications	The programme responded to all communications in a timely manner
Representatives of eligible Parties, including those eligible for funding through the Trust Fund for Participation in the UNFCCC Process, can attend all relevant meetings and actively participate in the process	The proportion of eligible participants funded The average duration of the registration and accreditation process (waiting and processing time). Baseline and target: less than three minutes	The total number of 843 participants eligible for funding was expected for the sessions held during the reporting period. In total, 810 nominations were received and processed, of which 23 cancelled, leaving 787 participants from Parties eligible for funding effectively funded. Therefore, 97 per cent of eligible participants were funded and 3 per cent of nominations were cancelled The average duration of the registration and accreditation process was 58 seconds

Objective 2: assist Parties in advancing the climate change intergovernmental process through observer engagement

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Eligible members of civil society and intergovernmental organizations are admitted by the Conference of the Parties (COP) and allowed to attend sessions within the capacity limit	The number of organizations for which the COP disagrees with the eligibility assessment made by the secretariat. Baseline and target: none	The COP objected to none of the 145 new organizations assessed as eligible

Input by observer organizations to the intergovernmental process is facilitated	The number of opportunities to make submissions to the negotiation process	In response to 35 calls for submissions from UNFCCC bodies, 337 observer submissions from around 300 organizations were processed
	The number of opportunities to intervene at plenary and contact group meetings as well as at in-session workshops	Of 199 opportunities facilitated, 141 were implemented
Side events and exhibits are facilitated at sessions, space permitting	Number and percentage of side event and exhibit applications processed versus received	All 1,426 combined applications for side events and exhibits received were processed
	Number and percentage of side events and exhibits implemented versus confirmed minus cancelled	All 607 confirmed side events and exhibits were implemented, excluding the 31 cancelled by the organizers

Objective 3: facilitate the work of delegates and assist in the intergovernmental process by maintaining the quality, clarity and readability of documents and ensuring their timely availability

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Official documents are made available to stakeholders on time and in all six official languages of the United Nations, where applicable	The percentage of documents submitted to the Conference Affairs Services programme in accordance with United Nations deadlines that are made available to stakeholders on time	Mandated official documents published during the reporting period: 682 Pre-session documents that were to be translated published on time: 82 per cent in 2016 and 100 per cent in the first half of 2017

Objective 4: provide suitable surroundings and comprehensive, state-of-the-art logistical and technical support so that meetings can proceed smoothly and productively

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Comprehensive and functional conference facilities for participants in the climate change negotiation process are planned and provided for	No complaints received with regard to conference facilities	Twelve sessions, as well as pre-session meetings of the four regional groups and 117 workshops and meetings, were held and no complaints with regard to conference facilities were received
	No complaints received with regard to sound, projectors, electricity, etc.	Twelve sessions, as well as pre-session meetings of the four regional groups and 117 workshops and meetings, were held and there were no complaints with regard to sound, projectors, electricity, etc.
	Percentage of stakeholders expressing satisfaction with the quality of conference services provided at sessions	Approximately 92 per cent of the survey respondents at the May 2016 sessions from Parties and observer organizations rated the overall quality of the conference services provided as good (60 per cent) or very good (32 per cent). The next client survey is planned for 2018

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

Table 24

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Communications and Outreach programme
Objective 1: communicate to Parties, observer organizations, the public and non-state actors authoritative, relevant and timely information regarding the UNFCCC process for action on climate change under and outside the Convention^b

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The UNFCCC website is recognized as the central United Nations information source for authoritative, relevant, timely and comprehensive information on climate change and the UNFCCC process	The volume of data downloaded per website visit The number of website users and sessions	A total of 12,528,364 pages were viewed by 3,442,440 users and 15.8 million documents (11.8 terabytes) were downloaded during the reporting period
UNFCCC publications and digital communication channels (e-newsletter, social media) meet the needs of Parties and stakeholders	The number of newsletter subscriptions and click rates The number of followers and fans on social media channels	The newsletter is currently under review and no issue was published during the reporting period During the reporting period, the secretariat posted more than 4,200 tweets on Twitter and 850 items on the UNFCCC Facebook page. Within the reporting period, the secretariat's Twitter account exceeded the 399,000 followers milestone, and the secretariat's Facebook account grew to have 216,000 fans. The secretariat's Instagram account grew to have around 99,000 followers
Global and specialist media and non-governmental organizations are informed about the progress and decisions made in the intergovernmental process and its objectives	The number of speeches, statements and interviews of the Executive Secretary The quality of media reporting on the UNFCCC process	The programme continued working closely with the media and facilitated 641 requests for information and 189 requests for media interviews, prepared 19 press releases in English, French and Spanish, 18 media alerts and advisories, and 265 speeches or video addresses, editorial or opinion pieces, and accredited 1,263 media representatives to official meetings No resources were available to carry out an extensive survey to determine the quality of media reporting on the UNFCCC process

Objective 2: increase the engagement of all governmental and non-state actors inside and outside the UNFCCC process to foster higher ambition and action on climate change and the full implementation of the Convention^c

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Higher ambition and action inside and outside the UNFCCC process by governmental and non-state actors to foster the full implementation of the Convention	The number of outreach activities targeting governmental and non-state actors	The secretariat participated in 896 official outreach events to promote greater ambition and action within and outside the UNFCCC process by government and non-state actors
Effective support is provided for intergovernmental negotiations on issues related to Article 6 of the Convention	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Delivery of the mandated outputs during the reporting period was as follows: two Subsidiary Body for Implementation conclusions on Action for Climate Empowerment; one decision by the Conference of the Parties, the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement on Action for Climate Empowerment; and two mandated reports prepared,

		including a synthesis report on progress made in implementing the Doha work programme on Article 6 of the Convention, and a report on the functionality and accessibility of the climate change information network clearing house CC:iNet. The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time was 100 per cent
The Dialogue on Article 6 of the Convention is facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Two in-session Dialogues on Action for Climate Empowerment were held during SBI 44 and SBI 46 and two summary reports were published and disseminated, representing 100 per cent of mandated outputs delivered and delivered on time
The implementation of the Doha work programme on Article 6 of the Convention is facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	One workshop for Action for Climate Empowerment focal points was held in May 2016 and its summary report was published and disseminated, representing 100 per cent of mandated outputs delivered and delivered on time
Parties, observers and the general public continue to have open and ready access to information and data on the climate change negotiation process and the groundswell of climate action across the globe	The number of official documents and climate information downloaded from the UNFCCC website	15.8 million documents (11.8 terabytes) were downloaded during the reporting period
	Visits to pages on the UNFCCC website on mandated implementation initiatives and working groups	A total of 3,442,440 visitors accessed the web pages
The Momentum for Change initiative continues to raise awareness on concrete solutions to climate change	The number of Momentum for Change submissions	The secretariat received 475 applications in 2016, of which 255 were considered eligible. In 2017, 462 applications were submitted and 223 were eligible
	The number of visits to the Momentum for Change section of the UNFCCC website	The Momentum for Change section of the UNFCCC website received 114,009 page views during the reporting period

Objective 3: facilitate the search and retrieval of UNFCCC documents and information and improve knowledge-sharing and collaboration^d

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Internal communication, collaboration and knowledge-sharing is improved through the use of appropriate tools and systems	The level of staff satisfaction with the secretariat's intranet	In the most recent staff satisfaction survey, from May 2016, 77 per cent of staff agreed or strongly agreed that the updates and announcements on the intranet are useful. An internal communications survey is planned for later in 2017 to provide updated data. During the reporting period, 30 new collaboration spaces were launched and more than 450 on the intranet
Parties, observers, secretariat staff and the general public have ready access to well-organized and comprehensive official documentation on the climate change negotiation process	The volume of official documents downloaded	A total of 15.8 million official documents, including language versions and national communications, were downloaded in a timely manner
Records are managed in accordance with the secretariat's policy and guidelines	Inactive records are processed and transferred to the Records Centre and are made accessible upon request from staff	A total of 62 linear metres of inactive records were processed and transferred to the Records Center and 5,484 physical audio and video records were transferred to digital format, and 67 terabytes of audiovisual recording data were transferred to the digital storage

Obsolete records are destroyed in a confidential and controlled manner	A total of 452 retrieval requests were processed, making physical records and audiovisual recordings accessible to requesting staff as well as to external clients
--	--

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

^b Article 6(b) and Article 8, paragraph 2, of the Convention and Article 10(e) and Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol.

^c Articles 6 and 8 of the Convention, Articles 10(e) and 14 of the Kyoto Protocol and decisions 36/CP.7, 11/CP.8, 7/CP.10, 9/CP.13, 1/CP.16, 7/CP.16, 2/CP.17, 15/CP.18, 23/CP.18 and 6/CMP.2.

^d Articles 8 and 12 of the Convention, Article 14 of the Kyoto Protocol and document FCCC/CP/1996/2.

Table 25

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Information and Communication Technology programme

Objective 1: maintain and strengthen the secretariat's information technology infrastructure^b

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Support services meet user requirements	The proportion of information technology service requests responded to and completed within 90 days. Baseline: 70 per cent of requests. Target: 90 per cent of requests	<p>During the reporting period, 21,093 work orders were created by the in-house service desk (excluding the externally contracted international transaction log (ITL) service desk). A total of 99.57 per cent were answered within the timelines specified in the service level agreement (SLA) and 72 per cent were resolved within the timelines specified in the SLA</p> <p>The performance metrics set for the ITL service desk are: 90 per cent of phone calls answered within 10 seconds, no more than 5 per cent of calls abandoned (user hanging up before being answered) within 20 seconds and 85 per cent of emails answered within 30 minutes. These three targets were met and exceeded in the reporting period: 97.02 per cent of phone calls were answered within 10 seconds, 0.28 per cent of phone calls were abandoned within 20 seconds and 97.65 per cent of emails were answered within 30 minutes</p>
Business-enabling systems, including collaboration and web services, are operated and maintained at agreed service levels	The average availability of business-enabling systems. Baseline: 95 per cent availability. Target: 98 per cent availability	Most business-enabling information systems have been outsourced to an external hosting provider and their monthly availability is governed by SLAs at between 99 and 99.9 per cent. In some cases, where the contractual SLA has been temporarily not met, the contractual service credit mechanism was automatically invoked. The overall stipulated performance target of 98 per cent was met according to available monthly reports from the service provider
Communications, the data centre and related infrastructure services are supplied in accordance with agreed service levels	Infrastructure services availability during service hours. Baseline: 95 per cent availability. Target: 98 per cent availability	According to available data from in-house monitoring systems, internal infrastructure services and dependant information systems exceeded on average the performance benchmark of 98 per cent

Objective 2: support the UNFCCC intergovernmental process^c

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Conferences and workshops are supported by effective and efficient information technology services	The proportion of conferences and workshops serviced at the agreed levels. Baseline and target: to ensure that 100 per cent are serviced at the agreed levels	During the reporting period, one session of the Conference of the Parties, two sessions of the subsidiary bodies and 83 workshops and small meetings were all serviced at 100 per cent of the agreed levels. In addition to services for conferences and meetings, services were also provided for 610

virtual participation/meeting sessions. The virtual presence facilities (such as WebEx, Skype and Voice over Internet Protocol) enabled remote delegates to actively participate in the workshops without the need to travel to the meeting venue. This also included the virtual participation of candidates and panellists in interviews. Detailed statistical data on the internet connectivity and Wi-Fi connection and services maintained during the conferences document that participants were provided with a highly reliable and secure information technology infrastructure, including Wi-Fi, with no service interruptions for the participants

Secure means of collaboration and communication are provided within the secretariat and between the secretariat and stakeholders

The proportion of collaboration and communication services provided at the agreed service levels. Baseline and target: to ensure that 100 per cent are serviced at the agreed levels

The Information and Communication Technology programme (ICT) has complied with all service levels agreed. A system for encrypted communication between the secretariat and Parties for the ITL was implemented. A secure access and single sign-on for secretariat staff and Parties to the secretariat collaboration and information systems for Parties was implemented and maintained. A cyber and information security framework contract was finalized to allow for rapid response to any unforeseen issues. A vendor was selected in June under this framework contract to perform a vulnerability and penetration test of the secretariat's information technology systems. By the end of June 2017, two test activities out of 19 planned test activities were successfully completed per schedule and according to agreed service levels

Business information and communication technology solutions enable the secretariat to effectively use organizational resources and facilitate processes in compliance with internally and externally agreed standards

Information and communication technology solutions are provided at the agreed service levels. Baseline and target: to ensure that 100 per cent are serviced at the agreed levels

ICT developed a new data warehouse and reporting platform, which streamlines reporting processes and enables advanced analysis of key climate change data. All services were delivered within the agreed service levels

The secretariat-wide client relationship management platform was upgraded in January 2017 to enable effective communication and action. New collaboration solutions were implemented to improve management processes for official documents. The upgrade to SharePoint 2013 was implemented and 95 per cent of the upgrade of the sustainable development co-benefits tool version 3 for the Sustainable Development Mechanisms programme was completed by 30 June 2017. A total of 604 enhancements/improvements were implemented to existing platforms that enable organizational effectiveness, including conference support systems and administrative support systems

During the reporting period, all systems reached their availability target of 98 per cent, including planned maintenance time

Objective 3: support the implementation of the Convention and the Kyoto Protocol, and support the regulatory systems under the Kyoto Protocol^d

Expected result(s)

Performance indicator(s)

Performance data

Mandated systems are provided to enable the compilation, analysis and management of data (greenhouse gas (GHG))

Mandated systems meet the specified requirements and are delivered on time

ICT provided additional enhancements and releases for the new common reporting format (CRF) Reporter system for reporting GHG inventories and GHG inventory software for Parties not included in Annex I to the Convention

data, inventories and other data)		ICT maintained and provided releases for the compilation and accounting database and its connection to the ITL
		ICT created a business intelligence platform using the latest technology from Microsoft in order to manage and mine data and extract reports from the GHG data
		All mandated systems met the specified requirements as defined by the programmes and users and were delivered on time as agreed with the programmes
Mandated systems are provided to support the review of national communications, inventories, biennial reports and biennial update reports and the publication of results to advance transparency (measurement, reporting and verification)	Mandated systems meet the specified requirements and are delivered on time	ICT created GHG-based reports and review tools on top of the new business intelligence platform. The GHG reports are to be shared in advance on the UNFCCC website. The GHG-based reports and review tools are to be provided to the expert review teams in order to ensure the transparency of and verify Parties' submitted data, communications and reports
		Enhancements to the Virtual Team Room and biennial reporting common tabular format applications were implemented
		Both systems met the specified requirements as defined by the programmes and users and were delivered on time as agreed with the programmes
Additional required systems are provided to support the implementation of the Convention and the Kyoto Protocol, and the regulatory systems under the Kyoto Protocol	Mandated systems meet the specified requirements and are delivered on time	ICT developed a registry for nationally determined contributions and delivered enhancements and provided support for additional required systems, including but not limited to the finance and technology transfer portals, the standard electronic format reporting tool, the systems for the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change and national adaptation plans and the capacity-building portal
		The systems met the specified requirements as defined by the programmes and users and were delivered on time as agreed with the programmes

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

^b Article 8, paragraph 2, of the Convention and Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol.

^c Articles 8, paragraphs 2 and 12, of the Convention and Article 14 of the Kyoto Protocol.

^d Article 12 of the Convention and Articles 5–8, 12 and 17 of the Kyoto Protocol.

Table 26

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Administrative Services programme

Objective 1: facilitate the mobilization, allocation and utilization of resources^b

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties are kept fully informed with regard to the receipt and utilization of financial resources	Financial statements are made available to Parties in a timely manner	The audited financial statements for 2016 were completed on time and will be presented to the Subsidiary Body for Implementation in November 2017
Coherence and transparency in fundraising and the use of funds	The proportion of donor reports submitted on time. Baseline: 77 per cent in the period from January 2016 to June 2017. Target: to increase the proportion	The implementation of Umoja resulted in the need to manually combine two sets of financial data. Thus, a total of 33 per cent of donor reports were submitted on time

Optimal budget implementation rate	Expenditure levels compared with the approved budget. Target: 99 per cent	The expenditure rate as at 30 June 2017 was 72.6 per cent, which is slightly below the linear rate of 75 per cent and is projected to meet the target
Compliance with United Nations financial regulations and rules and UNFCCC financial procedures	The implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters. Baseline: 83 per cent in the period from January to June 2014. Target: 90 per cent implementation rate	The final Board of Auditors report was not issued by 30 June 2017; however, the provisional report indicated that 91 per cent of audit recommendations were under implementation or fully implemented. The not implemented status of 9 per cent represented one audit recommendation that was not accepted by the UNFCCC

Objective 2: facilitate the timely recruitment and retention of staff who meet the highest standards of efficiency, competence and integrity in order to provide the best possible support to mandated activities^c

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Competent, motivated and geographically diverse staff balanced in gender are recruited and retained	The percentage of staff from Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties). As at 30 June 2015, 49 per cent of staff in the Professional category and above were from non-Annex I Parties. Target: to increase this percentage	As at 30 June 2017, 45.9 per cent of staff in the Professional and above category were from non-Annex I Parties
	The percentage of women in posts in the Professional and higher categories. As at 30 June 2015, 41 per cent of staff in the Professional category and above were women. Target: to increase this percentage to 50 per cent	As at 30 June 2017, 40.2 per cent of staff in the Professional and above category were women
	The percentage of recruitments completed within the required time frame. Baseline: four months for a Professional post from advertising to approval by the Executive Secretary. Target: to reduce this time frame to three months	The average time frame for the completion of recruitment cases in the Professional and higher category in 2016 was 5.1 months, indicating a decrease of 0.4 months in comparison with the previous year
Staff are provided with adequate training and development opportunities, enabling them to achieve their full potential at work	The percentage of training costs versus total staff costs in the biennium 2014–2015 was 1.12 per cent. Target: to increase this to 2 per cent	The percentage of training costs versus total staff costs in the reporting period was 0.98 per cent

Objective 3: provide travel, procurement and general services that adequately meet the needs of Parties and the secretariat^d

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The travel of delegates and staff to official meetings is arranged effectively and efficiently	The proportion of participants attending meetings versus nominations	In total, 2,754 of 2,948 nominated participants attended official meetings (93 per cent)
The procurement of goods and services is carried out in a cost-effective and efficient manner in accordance with United Nations regulations	The percentage of procurement cases processed within established time frames	In total, 534 of 550 purchase orders were placed within the established time frames (97 per cent)
		In total, 60 of 93 tenders were completed within the established time frames (65 per cent)

and rules and with UNFCCC policies	<p>The average number of responses received per tender</p> <p>The price difference between offers selected and highest offers received</p>	<p>An average of four responses were received in response to each of the 93 tenders conducted</p> <p>The price difference was 33 per cent, or EUR 25,200, on a tender-by-tender basis</p>
The work environment in the secretariat is adequate, productive and sustainable	The per capita carbon footprint of the secretariat’s facility operations and travel ^e	The secretariat’s overall carbon footprint in the calendar year of 2015 was 3,765 tonnes of carbon dioxide equivalent (t CO ₂ eq). Travel of participants generated 67 per cent of these emissions, staff travel 18 per cent and facility operations 15 per cent. Broken down per staff member and other personnel, this translates to 6.6 t CO ₂ eq per capita in 2015, down from 9.4 t CO ₂ eq in 2014

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

^b Article 8, paragraph 2(f), of the Convention, Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol and decision 15/CP.1.

^c Article 8, paragraph 2(f), of the Convention and Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol.

^d Article 8, paragraph 2(f), of the Convention and Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol.

^e Emissions are calculated by UN Environment/Sustainable United Nations for the entire United Nations system in the second half of the year following their generation.